



Collectif Racine

Les enseignants patriotes

La lettre

Directeur de la publication & de la rédaction : Alain Avello | Conception & réalisation : Arnaud de Rigné



Des enseignants patriotes dans nos exécutifs régionaux ?

REGIONALES

Quelles propositions pour l'éducation et la formation ? Page 6

ENSEIGNEMENT PROFESSIONNEL

Comment le revaloriser ? Page 14

2 ANS DU CR

Le CR 59 lancé en présence de Marine Le Pen ! Page 18



Le **17 octobre 2015**, à Lille, en présence de **Marine Le Pen** et de la presse, a été célébré le deuxième anniversaire du **Collectif Racine**. À cette occasion, la **16e section** départementale du collectif, celle du Nord, que dirigera Monsieur **Daniel Philippot**, a été inaugurée. Lors de son allocution, Marine Le Pen, présidente du **Front National** et du **Rassemblement Bleu Marine**, et tête de liste pour les élections régionales, a développé les orientations de son programme pour les **lycées**.

Page 18

3 EDITORIAL

Edito d'Alain Avello

4 ASSEMBLEE GENERALE DU CR

Compte-rendu

Par Arnaud de Rigné

5 COMMUNIQUE

Programme pour nos régions : un travail collectif !

Par Alain Avello

6 REGIONALES

Propositions du Collectif Racine pour nos régions

Par Alain Avello

12 ENSEIGNEMENT SUPERIEUR

Bourses d'études : qui en bénéficie ?

Par Valérie Laupies et Arnaud de Rigné

14 ENSEIGNEMENT PROFESSIONNEL

Réflexions sur la formation professionnelle

Par Gilbert Dombes

16 AQUITAINE-LIMOUSIN-POITOU- CHARENTES

Zoom sur la nouvelle grande région

Par Nathalie Le Guen

18 EVENEMENT – LES 2 ANS DU COLLECTIF

Lancement du CR 59 en présence de
Marine Le Pen

20 Discours de *Marine Le Pen*

22 Discours d'*Alain Avello*

24 Discours de *Daniel Philippot*

26 NOUVELLE SECTION LOCALE

Lancement de la section de Seine-et-Mane
du Collectif Racine

Par Aymeric Durox

30 REUNIONS PUBLIQUES

Actualité des sections locales

Par Valérie Laupies, Julien Langard,

Gilbert Dombes et Jean-Bernard Formé

31 QUESTIONS DE J.-P. BRIGHELLI

Quelques questions posées à Florian
Philippot au sujet de l'Ecole

32 DEJA HUIT LETTRES

Retour sur l'évolution de la Lettre du CR

Edito : La République, à plus forte raison

Le 6 et 13 décembre prochains auront lieu les élections qui détermineront les prochains exécutifs régionaux. Cette échéance démocratique majeure se tiendra alors que le sang national demeure glacé d'effroi, suite aux attentats du 13 novembre dernier qui ont frappé notre patrie au cœur, alors que le souvenir de l'horreur perdure dans les mémoires, et que le deuil de tant de destins aveuglément brisés peine à se faire. Et nous exprimons ici, au nom de tous les enseignants patriotes, notre entière compassion et tout notre soutien moral aux familles et proches des victimes.

Dans ce contexte où la Nation est profondément meurtrie dans sa chair, la République ne doit surtout consentir aucun recul. Face au terrorisme islamiste intégriste, cette barbarie du XXI^e siècle, qui lui a déclaré la guerre, elle doit se faire plus forte et inébranlable que jamais. C'est pourquoi, ces élections devaient envers et contre tout se tenir aux dates prévues : elles feront émerger de la volonté du peuple français, par la voie des urnes, de nouveaux exécutifs régionaux, et le Front National-Rassemblement Bleu Marine, dont les Français savent bien qu'il a hélas eu raison avant tous les autres au sujet des graves menaces pesant sur leur sécurité, aura de nombreux élus.

Car ce dont notre pays, la France, souffre c'est de trop peu de République, de cette République qui est pourtant le nom moderne de la France, mais qui a tant besoin d'être refondée sur ses principes. Cela exige tout particulièrement qu'elle recouvre sa souveraineté, en reprenant le contrôle de ses frontières, sans lequel aucune migration ne saurait être régulée, et qu'elle renoue avec le principe d'assimilation : être français, cela suppose de chacun une conversion sans réserve aux principes et valeurs de la République.

Parmi les candidats de notre mouvement politique à ces élections, les enseignants patriotes sont en proportion jamais égalée, et ils sont bien résolus, au sein des assemblées, à faire entendre une voix nationale et républicaine, tout particulièrement sur les questions d'éducation et de formation !

Nous exercerons en effet nos mandats avec d'autant plus d'engagement que les Régions disposent de véritables leviers permettant, entre autres, de lutter efficacement contre l'insécurité scolaire ou de veiller à ce que la laïcité, sans laquelle l'assimilation républicaine ne saurait opérer, soit strictement observée dans les établissements. Et nous les exercerons d'autant mieux du fait de notre maîtrise des dossiers que nous avons à de nombreuses reprises, je crois, manifestée, forts aussi des convictions qui fondent nos engagements pour l'Ecole de la République, et dans l'esprit de responsabilité qui nous anime en vue d'appliquer nos idées, au niveau régional prochainement donc, et jusqu'au plus haut niveau de l'Etat, l'accès aux exécutifs régionaux étant aussi une étape vers l'exécutif suprême.

Cette 8^e livraison de notre « Lettre » trimestrielle est donc largement consacrée à nos propositions dans le cadre des compétences régionales pour l'éducation et la formation, propositions dont on ne manquera pas de mesurer le bien fondé, le bon sens, et l'urgence qu'il y a à les appliquer.

Alors, les 6 et 13 décembre prochains, un seul vote qui vaille : celui pour les listes Front National-Rassemblement Bleu Marine !

Alain Avello
Président du Collectif Racine



Les responsables nationaux du Collectif Racine juste avant l'élection du nouveau Bureau de l'association.



À Nanterre,

le CR tenait son

Le samedi 10 octobre 2015, les adhérents du Collectif Racine se sont réunis en Assemblée générale ordinaire, au siège du Front National, à Nanterre. Comme prévu par l'article 12 des statuts de l'association, cette Assemblée générale était convoquée à l'initiative de plusieurs membres du Bureau.

Cette réunion fut l'occasion pour les adhérents présents, au nombre d'une trentaine, de faire un bilan des actions menées tout au long des deux années d'existence du collectif, de mettre en discussion leurs projets pour l'avenir, et de renouveler le Bureau national de l'association. L'ensemble des membres du Bureau sortant étaient présents (à l'exception de l'ancien président qui ne se représentait pas), ainsi que de nombreux responsables départementaux.

La réunion a débuté par un mot d'introduction de Valérie Laupies. La vice-présidente du collectif a expliqué l'importance de notre engagement commun au service de l'Ecole et de l'Université. Elle a aussi rappelé quelques points d'actualité relatifs à la réforme du collège. L'Assemblée générale s'est poursuivie avec un bilan des actions menées durant les deux années écoulées.

Alain Avello, secrétaire général sortant, a rappelé comment notre mouvement a progressivement accédé à une très large visibilité, notamment du fait de ses positions publiques sur de nombreuses questions d'actualité, positions qui se révèlent chaque jour davantage en phase avec une large majorité de l'opinion publique (comme objectivé par un sondage ELABE paru la veille, dans l'hebdomadaire Marianne).

Cette visibilité acquise au fil des mois a conduit, comme l'a aussi rappelé Valérie Laupies, lors de son allocution liminaire, le ministre Vallaud-Belkacem, lors de son passage au journal télévisé de France 3, le 3 mai dernier, à reconnaître notre influence dans le milieu enseignant. Valérie Laupies, comme Alain Avello ont par ailleurs souligné la reconnaissance par notre présidente, Marine Le Pen, du parcours accompli et des succès d'ores et déjà remportés (Marine s'exprimait précisément à ce sujet, lors du « Talk-Orange-Le Figaro » de la veille).

Conformément à l'ordre du jour, aux obligations réglementaires de l'Assemblée générale, et du fait de l'absence du président sortant, Alain Avello a par ailleurs exposé la situation financière du collectif (rapport financier), laquelle est saine (les comptes sont excédentaires), ainsi que certains points concernant >

le 10 octobre 2015, Assemblée générale



Les membres du bureau sortant et plusieurs responsables départementaux, participants à cette Assemblée générale

la structuration interne du collectif : les huit GTN (Groupes de Travail Nationaux, en charge de produire des travaux qui serviront à l'élaboration du projet présidentiel) et le CPS (Comité de Pilotage et de Synthèse qui se composera des cinq membres du Bureau, et qui a vocation à rédiger le projet) ont été présentés.

Enfin, l'élection du nouveau bureau de l'association a lieu. Elle est prévue par l'article 9 de nos statuts. Une seule liste s'est présentée au suffrage des adhérents, il s'agissait de la liste "Avello", regroupant **Alain Avello**, **Gilles Lebreton**, **Valérie Laupies**, et **Alain Dubreuil**. Le vote s'est effectué par correspondance adressée au siège, et c'est Mathilde Palix, membre de la vice-présidence à la stratégie et à la communication, qui s'est chargée de rassembler les courriers contenant les votes. Après dépouillement devant les adhérents, c'est la liste "Avello" qui l'emporte à l'unanimité des suffrages exprimés (0 bulletin nul, 0 bulletin blanc). La tête de liste ayant vocation à devenir le nouveau président du collectif, c'est donc Alain Avello qui est élu président du Collectif Racine. Gilles Lebreton et Valérie Laupies sont reconduits en tant que vice-présidents de l'association, tandis que A. Dubreuil devient secrétaire général.

Le nouveau Bureau a été déclaré en préfecture des Hauts-de-Seine, le 12 octobre 2015.

Arnaud de Rigné
Secrétaire de séance

Administration de la présidence

Programme pour nos Régions : un travail collectif !

Les propositions d'actions pour l'éducation et la formation que le Collectif Racine, par la voix de son président, Alain Avello, a développées vendredi 27 novembre, au Mans, dans leur version adaptée aux spécificités des Pays de la Loire, n'ont d'autre paternité que collective. Elles résultent du travail de nos adhérents, répartis en 17 sections départementales, couvrant 12 régions sur 13, où ils ont souvent contribué. Elles reprennent également plusieurs initiatives originales de nos têtes de listes.

Il revient ainsi à notre présidente, Marine Le Pen, candidate en NPDCP, d'avoir proposé de mieux informer élèves et familles sur les débouchés effectifs des filières professionnelles, à notre vice-président, Florian Philippot, candidat en ACAL, d'avoir envisagé les recours aux personnels pour déceler les signes de radicalisation. La critique des bourses attribuées aux étudiants étrangers résulte d'une analyse de Valérie Laupies, vice-présidente du collectif et candidate en PACA, sur la liste conduite par Marion Maréchal-Le Pen, etc.

À l'occasion de ces Régionales, le Collectif Racine a une nouvelle fois démontré son utilité par sa participation à l'élaboration des propositions programmatiques, en phase avec les orientations des candidats FN-RBM, qu'il a, en retour, souvent fait bénéficier de son expertise. Par l'organisation de réunions et colloques, à l'initiative de Julien Langard (Vaucluse), Gilbert Dombes (Haute-Garonne), Jean-Bernard Formé (Var), etc., il a par ailleurs recherché l'écho de ses positionnements auprès des citoyens.

Régionales : Nos propositions pour l'*éducation* et la *formation*



Par Alain Avello
Professeur de philosophie
Président du Collectif Racine

*« Le Rassemblement bleu Marine aura probablement l'occasion de gouverner plusieurs régions. Dans ce cadre, il convient de savoir dès maintenant quels sont les **objectifs** que nous nous fixons. »*

Alain Avello, président du Collectif Racine et candidat aux élections régionales en Pays de la Loire, présentait lors d'un colloque au Mans, le 27 novembre 2015, les engagements et les propositions qui orienteront, en matière d'éducation et de formation, la conduite de nos mandats.

Alain Avello : « Notre programme régional en matière d'enseignement et de formation est à la fois instruit de la situation présente, celle qui résulte des politiques et de la gestion du Conseil régional sortant... et il y a beaucoup à dire à leur propos..., mais il est surtout fondé sur les principes et les ambitions qui, au Front National et au Rassemblement Bleu Marine, sont les nôtres, pour l'avenir individuel de nos jeunes, et tout aussi bien donc, pour celui, collectif, de la Nation.

C'est pourquoi, il importe d'abord de rappeler ces principes et ambitions qui inspirent nos conceptions en matière d'enseignement et de formation professionnelle, pour exposer ensuite comment ils se déclinent, dans le cadre des compétences de la région, en propositions concrètes et de bon sens.

Mais permettez-moi toutefois de préciser, au préalable, à quels titres j'interviens ici devant vous. Notre mouvement politique constitue depuis un peu plus de deux ans des « collectifs thématiques », lesquels contribuent activement à sa nécessaire professionnalisation, professionnalisation requise par son accession à l'exercice des responsabilités : que ce soit aux exécutifs municipaux, aux exécutifs régionaux, ce qui mobilise toutes nos forces à l'occasion de la présente campagne, et jusqu'à l'exécutif suprême, ce que nous préparons aussi d'arrache-pied.

« Le Collectif Racine a pour principale vocation de préparer le projet de programme présidentiel que portera Marine Le Pen en 2017. »

Ainsi, le Collectif Racine, que je préside, réunit-il, au sein du Rassemblement Bleu Marine, les professionnels de l'enseignement, de la formation, et de la recherche, et il a pour principale vocation de préparer, dans ses domaines de compétences, le projet de programme présidentiel que portera Marine Le Pen en 2017.

Il constitue, à ce titre, un espace de travail où œuvrent en synergie de nombreux praticiens et spécialistes du système éducatif, qu'ils appartiennent au corps enseignant, à celui des personnels de direction ou d'inspection.

Et, ensemble, nous jetons les bases du grand plan national de redressement de l'Ecole et de l'Université françaises !

« Les enseignants qu'on avait si longtemps cru éloignés des idées patriotes sont de plus en plus nombreux à voter pour notre mouvement. »

Dans le même temps, nous nourrissons les positionnements de nos candidats et de nos élus, en les faisant bénéficier de notre expertise sur les dossiers qui relèvent de nos domaines de compétences : nous avons, par exemple, accompagné nos élus municipaux dans l'application de la très contestable réforme des rythmes scolaires ; en mars dernier, je formulais dans un texte programmatique largement diffusé, nos engagements pour l'exercice des mandats départementaux ; et c'est au titre de la même démarche qu'à l'occasion de ces élections régionales, je me propose d'exposer devant vous nos propositions en matière d'éducation et de formation, propositions auxquelles sera de surcroît consacrée la prochaine livraison de notre publication trimestrielle, à paraître dès le début de la semaine prochaine.

J'ajouterai encore que notre engagement provoque une évolution notable de la physionomie de notre électorat et, tout aussi bien, de celle de notre mouvement politique lui-même : les enseignants qu'on avait si longtemps cru éloignés des idées patriotes sont et seront de plus en plus nombreux à porter leurs suffrages sur les candidats de notre mouvement, comme le révèlent plusieurs sondages récents, et ils sont aussi de plus en plus nombreux à se présenter sous les couleurs du Front National et du Rassemblement Bleu Marine, ce qui est notamment mon cas ici, en Pays de la Loire, sur la liste conduite par Pascal Gannat. ●●●



Aux côtés de Pascal Gannat, tête de liste FN-RBM en Pays de la Loire, et de Marie-Christine Arnautu, Alain Avello présentait le programme de la liste pour l'éducation et la formation.

Notons que la proportion des enseignants candidats bleu Marine est multipliée par trois et demi par rapport aux précédentes élections !

Aussi comptons-nous bien, en cas de victoire, faire entendre une voix patriote, nationale et républicaine, au sein de l'Assemblée régionale, particulièrement, donc, sur les sujets de l'enseignement et de la formation !

Mais quels sont donc les principes fondamentaux sur lesquels nous fondons notre conception et nos propositions pour que la jeunesse de France soit au mieux instruite et formée ?

Car ce sont ces principes qui, donc, inspirent et guident les propositions que nous faisons programmatiquement valoir, à l'occasion tout particulièrement de l'échéance électorale imminente, et dans la perspective confiante de les mettre effectivement en œuvre.

Nous sommes tout d'abord indéfectiblement attachés à ce que les établissements d'enseignement et de formation soient des lieux d'instruction, où sont transmis les savoirs et les savoir-faire.

Et nous ne confondons pas ce qui relève de l'instruction ou de la formation proprement dites, et concerne en tant que tels ces établissements, et l'éducation qui, elle, est l'affaire des familles !

D'ailleurs, les établissements scolaires ont déjà fort affaire à instruire les enfants et les jeunes que la Nation leur confie, sans qu'ils se mêlent en plus de s'immiscer dans leur sphère privée, celle dont justement relève l'éducation à proprement parler, laquelle doit donc demeurer de la responsabilité des familles !

C'est pourquoi nous nous montrons extrêmement circonspects relativement aux prétendues « actions éducatives », dont les contenus suscitent souvent, nous le savons d'expérience, la plus légitime méfiance.

« Le système scolaire doit garantir l'égalité des chances. »

Nous sommes également profondément attachés au principe de l'égalité républicaine : le système scolaire doit en effet garantir l'égalité des chances, chances d'accéder à une même maîtrise des savoirs, et tout particulièrement les plus fondamentaux d'entre eux, chances aussi d'étudier dans de bonnes conditions matérielles et, surtout, dans la sérénité et en sécurité.

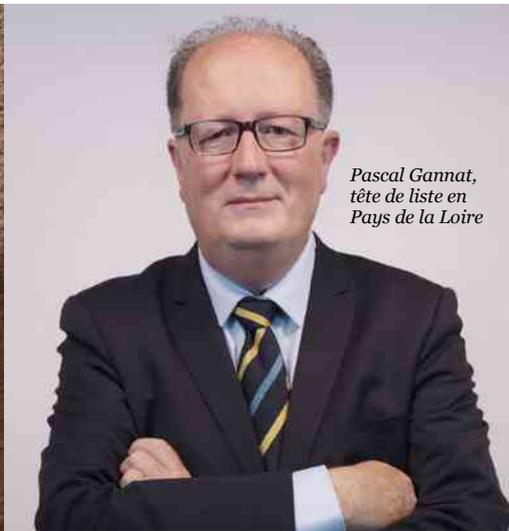
Mais parce que les enfants et les jeunes n'ont pas tous les mêmes capacités, ni les mêmes talents, il importe, tout en permettant à tous, sans aucune distinction, d'aller au bout de leurs capacités, qu'il permette aussi à chacun de s'orienter avec discernement, et sans que ce soit par défaut, vers la voie qui correspond au mieux à ses aptitudes.

De façon générale, enseignement et formation doivent être les vecteurs d'une promotion sociale juste, et c'est pour cela qu'ils doivent promouvoir les capacités et les efforts de chacun, en un mot, pleinement reconnaître le mérite. ●●●





Gilles Pennelle,
tête de liste
en Bretagne



Pascal Gannat,
tête de liste en
Pays de la Loire



Nicolas Bay,
tête de liste
en Normandie

Mais, pour que, chances égales données à tous, chacun soit orienté au mieux de ses aptitudes, il est impératif qu'aucune voie d'étude ou de formation ne soit empruntée par défaut, l'absence de choix réellement positif conduisant presque toujours à l'échec.

C'est pourquoi, et c'est là, l'une des pierres angulaires de notre projet, il est absolument impératif de revaloriser la voie professionnelle, qui ne doit plus être synonyme de relégation sociale ; il est impératif d'inciter les élèves à opter positivement pour cette voie, et les employeurs à assumer la charge d'une partie de leur formation ; comme il est impératif que les formations proposées par l'enseignement professionnel soient en adéquation avec les besoins réels du marché du travail.

Enfin, si nous sommes profondément attachés aux spécificités de l'enseignement privé, en contrat d'association avec l'Etat ou non, nous sommes tout autant soucieux de préserver les élèves, les étudiants et les apprentis de tout enseignement ou pratique se dévoyant dans l'éloge ou l'apologie d'intérêts particuliers, partisans ou communautaristes.

« Les établissements d'enseignement et de formation doivent être le lieu où se construit et se renforce le sentiment d'une commune appartenance à la Nation. »

Les établissements d'enseignement et de formation doivent être le lieu où se construit et se renforce le sentiment d'une commune appartenance à la Nation, et, en tant que tels, ils doivent œuvrer dans le sens de l'assimilation républicaine.

Ce pourquoi, nous sommes les défenseurs d'une laïcité bien comprise, qui ne combat aucune croyance religieuse, mais consiste à ne rien céder à aucune, pour les tolérer toutes, mais dans la seule sphère privée.

C'est là une condition majeure pour que, dans nos établissements d'enseignement et de formation, règne la sérénité nécessaire, et nous tenons par-dessus tout à la sanctuarisation des établissements où doit être absolument garantie la sécurité des personnels comme celle des élèves !

Alors, bien sûr, il n'est pas dans les prérogatives de la Région que de décider des contenus enseignés, ni des méthodes d'enseignement, et pas davantage de définir la typologie des cursus scolaires et de formation — ce qui pourtant devra être revu de fond en comble, et nous y travaillons donc pour l'avenir... —, mais la Région n'en possède pas moins, du fait de ses compétences obligatoires comme facultatives, qu'elle partage le cas échéant avec le Rectorat de l'Académie, de véritables leviers, et nos propositions visent évidemment à actionner ces leviers dans le bien de nos lycéens et apprentis et, plus généralement, dans celui de la jeunesse des Pays de la Loire.

Concernant la nécessaire distinction entre l'instruction et la formation, d'une part, qui relèvent des établissements, et de l'éducation au sens strict, d'autre part, qui, elle, doit être du ressort des familles, nous sommes vigoureusement opposés à ce que, sous couvert d'« actions éducatives » soit permise et organisée l'immixtion dans les établissements d'intérêts particuliers, partisans ou communautaristes.

Nous entendons peser pour qu'un strict contrôle soit exercé, au titre de cette compétence facultative >



Jacques Colombier,
tête de liste en
Aquitaine-Limousin-
Poitou-Charentes



Louis Aliot, tête de liste en
Languedoc-Roussillon-
Midi-Pyrénées



Philippe Loiseau,
tête de liste en
Centre-Val de Loire



Wallerand de Saint-Just, tête de liste en Île-de-France



Marine Le Pen, tête de liste en Nord-Pas-de-Calais-Picardie



Florian Philippot, tête de liste en Alsace-Champagne-Ardenne-Lorraine

de la Région, qui définit un « Programme d'actions éducatives » et octroie des crédits aux établissements visant notamment à les soutenir, pour qu'un contrôle scrupuleux soit donc exercé sur ces « actions », sur leur orientation idéologique, qui sont le plus souvent tout sauf neutres, de même que sur la nature des « intervenants extérieurs » qui trouvent là bien souvent prétexte à tenir un discours militant devant le public scolaire.

« Sous prétexte de « lutte contre l'homophobie », des associations LGBT sont habilitées à présenter aux lycéens et aux apprentis des intérêts particuliers et communautaristes. »

Comment accepter par exemple que, sous prétexte de « lutter contre les discriminations », nos lycées offrent une tribune à une association aussi orientée que la Ligue des Droits de l'Homme ? ou que, sous prétexte de « lutte contre l'homophobie », des associations LGBT soient habilitées à présenter aux lycéens et aux apprentis les intérêts particuliers et communautaristes qu'elles défendent comme une cause universelle ?

Et pourtant, la région des Pays de la Loire, via son « Programme d'actions éducatives » (le PAE), promeut dans sa mouture 2014-2015, la « lutte contre les discriminations », associe nos jeunes, par un module sur les « traites négrières », à cette délétère repentance allant à l'encontre de la fierté d'appartenir à une grande Nation, et prétend même s'immiscer dans leurs vie la plus intime en prétendant les « [éduquer] à la vie affective, à la relation amoureuse et à la sexualité » (je cite l'intitulé d'un autre module).

Autant dire que nous prenons position en faveur de la suppression pure et simple du PAE !

Si des « actions éducatives » nous paraissent légitimes, c'est à la condition qu'elles ne s'insinuent pas dans la sphère privée de personnalités en construction et qu'elles ne prétendent pas se substituer aux fonctions qui échoient aux familles.

A ce titre nous sommes évidemment favorables à des programmes visant à sensibiliser aux comportements éco-responsables ou aux pratiques nutritives saines, ou encore, impératif de santé publique, à des campagnes de lutte contre les addictions.

« Les bourses au mérite participent de l'égalité républicaine. »

L'égalité républicaine, je l'ai dit, exige que soit pleinement reconnu et promu le mérite de nos quelques 180 000 lycéens et apprentis, en particulier par l'octroi de bourses d'études.

De ce point de vue, l'attribution automatique de bourses pour les étudiants étrangers se situe aux antipodes de la reconnaissance du mérite, outre qu'elle constitue un cas d'école de « préférence étrangère » : en Pays de la Loire, 15% des étudiants sont de nationalité étrangère, soit environ 9000 étudiants, et ils se voient octroyer une bourse de 7000 euros...

Quel mépris pour les étudiants français et leurs familles appartenant à la classe moyenne, qui ne peuvent, pour leur part, bénéficier de ce type d'aides, et doivent dans la majorité des cas travailler pour financer leurs études, ce qui concerne environ la moitié des étudiants ! ●●●



Sophie Montel, tête de liste en Bourgogne-Franche-Comté



Christophe Boudot, tête de liste en Auvergne-Rhône-Alpes



Marion Maréchal-Le Pen, tête de liste en Provence-Alpes-Côte-d'Azur

REGIONALES : QUEL PROGRAMME POUR NOS REGIONS ?

Ainsi, nous nous prononçons clairement pour que soit revu en profondeur le système d'attribution des bourses d'études : il faut que le recrutement des étudiants étrangers soit conditionné à leur niveau de maîtrise de la langue française, ce qui par ailleurs limiterait leur taux d'échec, supérieur à celui des étudiants français, et que les droits d'inscription s'appliquant à ces étudiants soit, comme au Royaume Uni, augmenté de façon significative ; il faut surtout que soient instaurées des bourses régionales au mérite pour les néo-bacheliers qu'ils s'orientent vers des études supérieures courtes ou longues ; il faut enfin mettre en place un dispositif raisonné et efficace d'orientation, ce qui dépend de la Région depuis l'année dernière, qui promeuvent les filières courtes, ce qui diminuerait le taux d'échec et les coûts pour la collectivité.

L'égalité exige par ailleurs des enseignements et des formations de proximité.

Si l'enseignement supérieur ne relève pas des compétences obligatoires de la Région, celle-ci investit de façon croissante, depuis plusieurs années maintenant, dans des opérations de restructuration et de construction d'établissements, universitaires surtout.

Or, au titre du principe d'égalité, il nous paraît nécessaire de favoriser l'implantation des enseignements universitaires les plus généralistes, dans les villes de taille moyenne, au niveau de la licence, tout du moins. Cela limiterait les coûts, souvent importants, pour les familles et faciliterait les réorientations qui sont nombreuses (rappelons qu'un étudiant sur deux n'obtient pas sa Licence 1 dans la filière initialement choisie).

Concernant à présent les lycées généraux-technologiques et professionnels, c'est dans le même souci de remédier aux inégalités territoriales entre les jeunes, pour contribuer à leur donner des chances égales dans leurs conditions matérielles d'études, que nous voulons développer les internats des établissements, qui connaissent actuellement un taux d'occupation de 85 %, et que nous proposons, pour plus d'équité et un meilleur usage des finances de la collectivité, de croiser les critères sur la base desquels se trouve planifiée la construction des nouveaux lycées : la démographie est évidemment à retenir, mais tout aussi bien la lutte contre la désertification rurale.

Nous nous prononçons par ailleurs en faveur d'une baisse conséquente des tarifs de transports scolaires, et d'une modulation de ceux-ci en fonction des revenus des familles, dans le même souci de remédier aux inégalités entre élèves urbains et ruraux.



Conseil régional de Nord-Pas-de-Calais, dans lequel Marine Le Pen pourrait siéger en tant que présidente de région.

Je le disais, tout justifie de mener une politique volontariste en faveur de la voie professionnelle, qui doit être revalorisée, et tout particulièrement l'apprentissage. Aujourd'hui, la Région compte 30 000 apprentis et pré-apprentis. Eh bien, tout justifie donc d'inciter encore davantage nos jeunes à opter positivement pour cette voie, et les employeurs à assumer la charge d'une partie de leur formation !

La Région dispose de tous les leviers pour ainsi promouvoir l'apprentissage, puisque c'est l'une de ses compétences obligatoires depuis l'acte I de la décentralisation, celui du début des années 80 : elle attribue aux CFA, aux apprentis et à leurs employeurs, diverses aides financières ; elle définit le type de formations proposées sur son territoire ; et décide des ouvertures et des fermetures de sections, en prenant en considération les besoins de l'économie régionale, et en concertation avec le Rectorat, dans un souci d'équilibre et de complémentarité avec la formation professionnelle scolaire proposée en lycées.

« Nous proposons le doublement progressif de la prime régionale d'apprentissage. »

Ainsi, proposons-nous le doublement progressif de la prime régionale d'apprentissage qui aujourd'hui s'élève à 1000 euros par apprenti, mais aussi, parallèlement, le doublement des aides aux employeurs : il ne saurait en effet y avoir d'incitation effective des jeunes à s'engager dans l'apprentissage, si les employeurs n'y sont pas intéressés.

Par ailleurs, puisque l'apprentissage ne sera réellement incitatif que si les débouchés que cette voie propose sont en connexion avec les besoins réels du marché du travail, il est impératif que la Région audite ces débouchés et définissent en fonction les formations privilégiées.

En l'espèce, son principal levier est le Schéma prévisionnel des formations (SPF) qu'elle détermine en synergie avec le Rectorat, et qui définit quelles filières privilégier.

Elle doit rationaliser les investissements en rendant moins nombreuses les filières saturées. C'est par exemple le cas de certaines filières d'enseignement professionnel n'offrant que peu de débouchés, comme le secrétariat (26% de chômage sur les 10 premières années de vie active, selon l'INSEE). La Région doit donc peser pour que soit progressivement réduit le nombre d'établissements proposant de telles formations. ●●●



Le 13 décembre 2015, Marion Maréchal-Le Pen pourrait accéder à la tête de la région Provence-Alpes-Côte-d'Azur.

Elle doit privilégier les filières assurant des débouchés réels, la vocation de l'enseignement professionnel étant de dispenser des formations qualifiantes qui permettent aux élèves d'entrer rapidement dans la vie active.

En concertation avec le rectorat, le SPF doit donc être élaboré de sorte à privilégier les formations assurant des débouchés. C'est notamment le cas de la filière informatique (Bac Pro SEN, par exemple), et cette filière constitue un atout régional en Pays de la Loire.

De plus, le schéma des formations constitue aussi le moyen de valoriser le savoir-faire professionnel français : la Région doit promouvoir, nous y sommes très attachés, les filières contribuant au rayonnement international de la France (on pense ici à la cuisine ou à la boulangerie, par exemple).

« Le temps est venu de cesser enfin de tromper les jeunes et leurs familles quant aux débouchés réels des cursus qu'ils suivent ! »

Le temps est venu de cesser enfin de tromper les jeunes et leurs familles quant aux débouchés réels des cursus qu'ils suivent ! Et je reprends à notre compte la proposition que faisait notre présidente, Marine Le Pen, lorsque, le 17 octobre dernier, nous célébrions ensemble, à Lille, le deuxième anniversaire du Collectif Racine, occasion qu'elle saisit pour présenter ses propositions concernant les lycées de la Région Nord-Pas-de-Calais-Picardie : par affichage dans les établissements et communications en direction des familles, il faut informer sans relâche sur les filières qui recrutent et cesser symétriquement de promouvoir celles qui sont sans avenir car ne débouchant pas sur l'emploi. Cela ne coûtera rien, et relève du simple bon sens !

Je disais enfin combien nous sommes attachés à ce que règnent, dans les établissements scolaires, la sérénité et la sécurité sans lesquelles ils ne sauraient remplir leurs fonctions d'instruction et de formation.

La Région dispose des leviers nécessaires pour que ces conditions soient garanties aux lycéens, puisqu'il est dans ses compétences obligatoires d'assurer la gestion des lycées.

C'est de la Région tout d'abord dont dépend la restauration dans les établissements ; et elle doit donc, au titre de l'impératif que représente la sécurité alimentaire, veiller à ce que les ingrédients utilisés dans les cuisines soient de qualité, et s'assurer de la traçabilité des aliments.

Or, quel meilleur moyen pour garantir cette qualité et cette traçabilité que de convertir les cantines de nos lycées au principe de la « préférence régionale » ?



Un CFA prépare ses élèves à l'obtention d'un CAP Cuisine, un diplôme qui représente un atout français reconnu dans le monde entier.



IUT Informatique de Nantes. Dans les Pays de la Loire, cette filière est une de celles qui assurent de réels débouchés.

Il est nécessaire en effet, et à plus d'un titre, que les cantines scolaires s'approvisionnent majoritairement auprès des producteurs de la Région qui sont soucieux, eux, de la qualité de leurs produits : outre que cette qualité sera garantie, cela incitera les lycéens à privilégier les pratiques nutritives saines, et, en privilégiant les circuits courts, cela présentera un intérêt écologique certain.

A propos de restauration scolaire, nous trouvons ici l'occasion de réaffirmer notre opposition des plus fermes à ce que des viandes issues de l'abattage rituel soient proposées dans nos cantines. Cette opposition se justifie à un double titre, au moins : d'une part le mode d'abattage des animaux, sans étourdissement préalable, n'est que mépris pour la souffrance animale ; d'autre part, dans les établissements de la Région, qui sont des établissements de la République, il ne saurait être question de céder aux revendications communautaristes, fussent-elles religieuses : la laïcité, j'y insistais tout à l'heure, est garante d'égalité comme de sérénité.

« Dans les lycées, la Région devra procéder au déploiement de caméras de vidéo-protection, de dispositifs anti-intrusion et même, dans les établissements les plus exposés à la violence, de portiques de sécurité. »

Parallèlement, la Région est compétente pour garantir la sécurité et l'intégrité physique des lycéens. Elle peut largement contribuer à la sanctuarisation des établissements qui doivent être absolument protégés de toutes les incivilités, actes délictueux, agressions, trafics divers... qui gangrènent notre société.

Nous nous prononçons donc en faveur de la mise en œuvre des moyens nécessaires pour qu'en cette matière s'impose une « tolérance zéro » effective : au titre de cette compétence obligatoire qui la rend gestionnaire du bâti et des équipements des lycées, la Région devra procéder au déploiement de caméras de vidéo-protection, de dispositifs anti-intrusion, et même, dans les établissements les plus exposés à la violence, de portiques de sécurité.

Enfin, l'on peut envisager, dans le contexte actuel, de requérir les personnels des établissements scolaires dont la Région a la charge, pour qu'ils repèrent et signalent les conduites suspectes qui seraient l'indice d'élèves radicalisés.

Voilà donc, Mesdames et Messieurs, l'essentiel des orientations et des propositions qui guideront, en matière d'éducation et de formation, notre action au sein de l'Assemblée régionale. » ●

Bourses d'études : qui en bénéficie ?



Par **Valérie Laupies** et **Arnaud de Rigné**
 Vice-présidente du Collectif Racine Etudiant en droit
 Conseillère régionale PACA Candidat en Pays de la Loire

*« Dans l'enseignement supérieur, les bourses d'études privilégient les étudiants étrangers. Au niveau régional, nous avons les moyens de **redonner la priorité** aux étudiants français. »*

Valérie Laupies : « L'enseignement supérieur et la recherche sont tous deux hors du champ des compétences obligatoires de la région, mais il y a un investissement croissant depuis 2004. Celui-ci varie d'une région à l'autre. Il s'avère que le budget « bourses d'études » est conséquent en PACA ; on pourrait l'approuver si l'on ne s'apercevait pas qu'une grosse partie de l'enveloppe est en réalité un soutien aux étudiants étrangers.

En effet, un des systèmes de bourses propres à la PACA, financée à 100% par la Région se nomme « MED-CAP-ACCUEIL ». Ce programme est destiné aux étudiants inscrits dans un établissement d'enseignement supérieur situé sur des territoires du pourtour de la Méditerranée, avec lesquels la Région entretient des relations de coopération. Il s'agit de Wilaya d'Alger (Algérie), Région de Tanger-Tétouan (Maroc), Gouvernorat de Tunis (Tunisie), Gouvernorat d'Alexandrie (Egypte)... Les étudiants de ces territoires ont droit à 600 euros mensuels lorsqu'ils effectuent une période d'études dans un établissement d'enseignement supérieur de PACA, et cela sur une durée de 4 à 9 mois. A cela s'ajoutent d'autres dispositifs dont les critères d'attribution favorisent de fait les étudiants étrangers.

De surcroît, l'importance de leur nombre (18 000) assèche les ressources financières et immobilières qui pourraient être mises à disposition des étudiants de la Région. Il faudra par conséquent revoir le système d'attribution des bourses : faire en sorte que les étudiants de la classe moyenne puissent en bénéficier. Actuellement les bourses excluent les étudiants de cette classe dont les parents travaillent et qui sont eux-mêmes obligés de travailler pour financer leurs propres études (1 étudiant sur 2 et parmi eux 38% travaillent pour compléter une bourse insuffisante). Deux objectifs, au sein du conseil régional :

- **Revoir** le système de recrutement des étudiants internationaux : s'assurer du niveau de maîtrise de langue française et du niveau académique des étudiants (cela limiterait le taux d'échec actuel, supérieur à celui des étudiants français) ;

- **Augmenter** de façon massive les droits d'inscription pour les étudiants étrangers ; c'est ce que fait déjà le Royaume-Uni, par exemple.

De façon plus générale, une meilleure efficacité et un meilleur niveau de l'enseignement supérieur consisteraient à **optimiser les bonnes orientations** (l'orientation dépend depuis 2014 de la Région), à favoriser les filières courtes et l'apprentissage ; ce qui diminuerait le taux d'échec et les coûts pour la collectivité territoriale. » •

Valérie Laupies est depuis 2010 conseillère régionale en Provence-Alpes-Côte-d'Azur. Dans l'hypothèse où Marion Maréchal-Le Pen serait élue à la tête de la région, Valérie Laupies se verra certainement confier la responsabilité des questions d'enseignement au sein de la région.



Valérie LAUPIES
 Groupe Front National PACA



Assemblée régionale des Pays de la Loire. Sur une terre réputée hostile, les scores du FN ne font que progresser dans cette région.

Arnaud de Rigné : « L'enseignement supérieur est depuis quelques temps oublié par nos dirigeants successifs. Il faut dire que, d'une façon générale, l'austérité touche de près ou de loin à l'ensemble du service public en France : hausse du prix du billet de train, privatisation de certains secteurs, etc.

Par contre, à la Faculté de Nantes, ça n'est pas l'austérité pour tout le monde. En effet, la Région des Pays de la Loire attribue une bourse d'études de 7000€ par an aux étudiants étrangers. Une subvention qui fait frémir quand on connaît le nombre d'étudiants étrangers en Pays de la Loire : ils sont près de 15% sur l'ensemble des campus universitaires de la région qui comptent au total environ 120 000 étudiants.

Ce que nos dirigeants régionaux ne disent pas, c'est que certains étudiants français, notamment en Pays de la Loire, sont bien loin de vivre avec 7000€ par an, particulièrement les étudiants vivant seuls en cité universitaire. Il y a donc, dans les Pays de la Loire, une inégalité de fait entre les étudiants français et les étudiants étrangers.

Sans remettre en cause la bourse d'étude dans son principe, il est nécessaire de rétablir l'égalité, pourtant nécessaire, entre les étudiants français et les étudiants étrangers. Il est inconcevable que, sur notre territoire national, les étudiants étrangers soient mieux traités que nos étudiants nationaux !

De plus, il paraît évident que la bourse sur critères sociaux, même si elle est très utile, a une portée limitée : elle ne prend pas en compte le mérite. La Région, qui a la compétence pour le faire, doit mettre en place une bourse au mérite, telle qu'elle existait auparavant pour les bacheliers qui obtiennent une mention Très bien au Baccalauréat !

« Dans les Pays de la Loire, la majorité socialiste attribue une bourse d'études de 7000€ par an aux étudiants étrangers. »

Elue à la tête de la région, notre équipe régionale s'emploiera à revaloriser le mérite et à privilégier les étudiants nationaux, totalement oubliés par la majorité socialiste actuelle. Dans l'opposition, elle dénoncera les mesures prises par la majorité en place, qu'elle soit UMP/LR ou PS, visant à privilégier les étudiants étrangers au détriment des étudiants français en Pays de la Loire. » ●



Un des amphithéâtres de la Faculté de droit de Nantes.

Réflexions sur la *formation professionnelle*



Par Gilbert Dombes
Enseignant en lycée professionnel
Responsable du CR 31

*« Considérée comme une **voie de garage**, la formation professionnelle n'attire plus. Demain, à la tête de nos régions, nous pouvons changer la donne. »*

1 – Distinguer la formation professionnelle des voies générale et technologique

Tout d'abord, identifions, par rapport aux autres filières, ce à quoi correspond la formation professionnelle.

En France il y a, d'un côté, la voie générale. Ce sont les lycées généraux qui envoient nos élèves dans les filières S, ES, et L. Ce sont les filières dont tous les conseillers d'orientation vantent les débouchés, en rassurant les parents d'élèves à la fin du collège. La suite est simple : la plupart des néobacheliers s'orientent vers la fac, devenue un vrai fourre-tout dont le taux d'échec en L1 ne cesse de s'amplifier année après année. Il y a aussi les classes préparatoires, seules miraculées de la baisse de niveau générale de l'instruction en France.

De l'autre, il y a la voie technologique. Elle prépare à des études plus courtes (STS ou IUT en deux ans) et permet ensuite de poursuivre ses études vers une licence professionnelle ou un diplôme d'ingénieur, pour les plus performants. Le baccalauréat technologique comporte huit séries différentes : STL (sciences et technologies de laboratoire), STI2D (sciences et technologies de l'industrie et du développement durable), STD2A (sciences et technologies du design et des arts appliqués), STMG (sciences et technologies du management et de la gestion), ST2S (sciences et technologies de la santé et du social), TMD (techniques de la musique et de la danse), STAV (sciences et technologies de l'agronomie et du vivant), et enfin Hôtellerie.

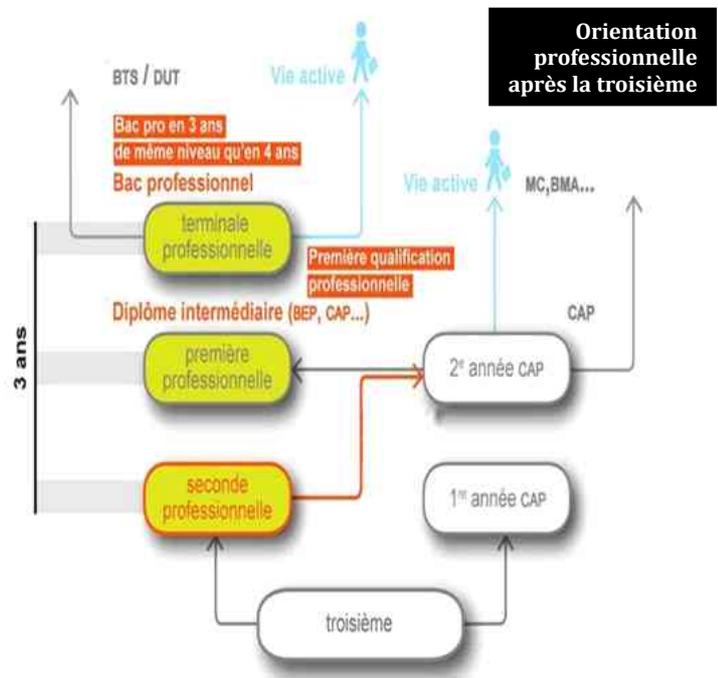
« Le système éducatif actuel aboutit à une hiérarchisation des formations. »

Ces huit filières correspondent généralement à un cursus emprunté par un élève dont on estime qu'il n'a pas le niveau pour suivre une voie générale. Le système éducatif actuel aboutit à une « hiérarchisation » des formations. En somme, si on est suffisamment « bon », on intègre les filières générales, si on est moins « bon », on intègre les filières technologiques. Et la formation professionnelle, à qui est-elle destinée ? Aux élèves qui n'ont ni le niveau pour entrer en voie générale, ni pour emprunter la voie technologique ?

2 – Une formation devenue la voie de garage de l'enseignement français

On entre vraiment dans la voie professionnelle à la fin de la troisième. On peut choisir un lycée professionnel ou un CAP. C'est donc à ce stade-là que se fait vraiment le choix. Mais, comment savoir si un élève est fait pour suivre un enseignement professionnel plutôt qu'un enseignement général ?

En fait, cette orientation est trop souvent liée au niveau scolaire de l'élève. On estime à tort que l'échec scolaire est forcément lié à une absence de motivation pour poursuivre des études générales – et donc par conséquent doit amener l'élève à intégrer une voie professionnelle –, alors qu'emprunter la voie professionnelle devrait supposer une réflexion construite avec l'élève visant à mesurer son intérêt pour cette voie et sa motivation. Il est évident qu'un élève qui choisit la voie professionnelle « par défaut », parce que le corps enseignant estime qu'il n'a pas le niveau pour suivre une voie générale, n'éprouvera pas subitement un intérêt pour la poursuite d'études ! Bien au contraire, cette orientation sera contre-productive et l'élève finira par se désinvestir totalement. ●●●



3 – Le CAP, exemple-type d'un enseignement dévalorisé

Le **CAP (Certificat d'aptitude professionnelle)** se prépare en deux ans après la troisième. Il a l'avantage de donner l'accès à un métier précis, de telle sorte que les élèves qui choisissent cette voie savent tout de suite le métier sur lequel débouchera l'enseignement. L'objectif est d'entrer dans la vie professionnelle rapidement en tant qu'ouvrier ou employé qualifié.

Dans ce cadre, on peut estimer que la première solution est d'améliorer l'orientation : ne doivent intégrer un CAP que des élèves motivés pour le métier auquel le diplôme donne accès. L'affectation d'un élève à un CAP ne doit plus dépendre seulement de son niveau, ce qui est trop souvent le cas aujourd'hui.

Typiquement, il s'agit d'une filière qui subit de plein fouet la dévalorisation de l'enseignement français. La hiérarchisation des formations a fait du CAP l'une des voies de garage par excellence.

Il existe plus de deux cents spécialités différentes du CAP. Elles concernent le textile, l'habillement, le cuir, le secrétariat, par exemple. Les titulaires de ces diplômes sont confrontés à un taux de chômage de 23% sur les dix premières années de vie active, selon l'INSEE, en partie dû à la dévalorisation de ce diplôme.

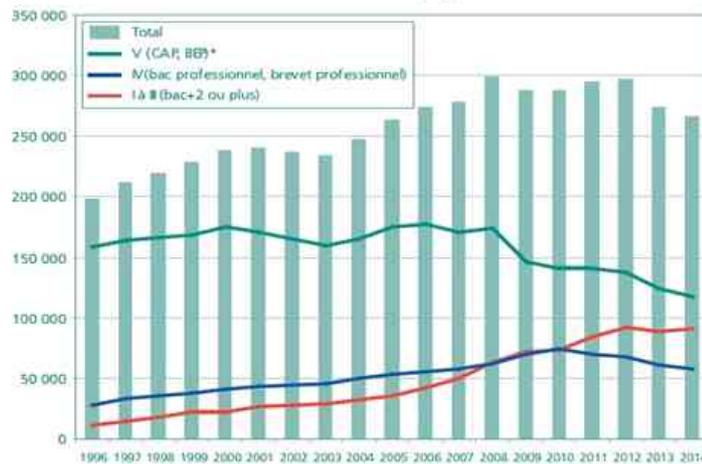
Autre problème, certaines filières du CAP, qui n'ont aucun débouché (en particulier le secrétariat), sont encore proposées aux élèves. La région a les moyens de changer la donne : nous devons diminuer le nombre d'établissements ne proposant pas de débouchés concrets, et favoriser les établissements ou spécialités qui, elles, assurent plus facilement un travail à la sortie. Cela peut se faire par l'ouverture, la fermeture ou la transformation des sections des établissements proposant ces enseignements.

4. Le brevet d'études professionnelles (BEP) et le Baccalauréat professionnel

Le **Brevet d'études professionnelles (BEP)** a été rénové : sa préparation est intégrée au parcours en trois ans de **Baccalauréat professionnel**. Celui-ci sanctionne l'aptitude à exercer une activité professionnelle hautement qualifiée, dans l'une de ses 75 spécialités. Les lycéens suivent une seconde, une première et une terminale professionnelles. Si l'insertion professionnelle reste l'objectif prioritaire des élèves de baccalauréat professionnel, la poursuite d'études en BTS tend à se développer, du fait que le « Bac pro » soit lui aussi largement dévalorisé. On tend donc vers le remplacement du BEP par le Bac Pro et du Bac Pro par le BTS, ce qui semble impliquer la dévalorisation générale des diplômes.

Par ailleurs, les épreuves pratiques permettant l'obtention du diplôme requièrent en principe la présence de professionnels, laquelle officialise le lien entre Education nationale et entreprises. Mais les professionnels sont absents dans la grande majorité des cas, si bien que l'enseignant évalue, seul, le plus souvent, le candidat (son élève). De surcroît, si les résultats aux examens ne sont pas satisfaisants, l'enseignant peut se le voir reprocher par sa hiérarchie. C'est là, clairement, une incitation à revoir à la baisse le niveau d'exigence lors de l'évaluation, ce qui participe là encore à la dévalorisation du diplôme.

« Si les résultats aux examens ne sont pas satisfaisants, l'enseignant peut se le voir reprocher par sa hiérarchie. »



Nouveaux contrats d'apprentissage selon le niveau de formation préparé

5. La formation par alternance

Les formations en alternance existent du CAP jusqu'au diplôme d'ingénieur et peuvent être dispensées dans des établissements publics ou privés. Elle consiste en une double formation alternée, en Centre de formation des apprentis (CFA) et en entreprise. Si le rythme de l'alternance doit respecter le droit du travail (horaires et règles de sécurité notamment), il importe de prêter une attention particulière sur le contenu de la formation dans les entreprises, car les « alternants » ne sauraient être corvéables à merci, ni servir de "bouche trou" : ils sont là pour être formés.

Par ailleurs, il est nécessaire de favoriser le rapprochement entre apprentis et salariés, pour qu'ils soient au plus près de la pratique, et de mettre un terme à un certain nombre d'aberrations (cas de l'apprenti couvreur qui n'est pas autorisé à monter sur les toits, car trop risqué...) : la modification de certaines règles (horaires, amplitudes de travail) est nécessaire, dans des mesures acceptables.

L'apprentissage s'adresse aux jeunes âgés de 16 ans (sauf dérogation) à 25 ans qui s'engagent à préparer un diplôme (alors que nous prônons, au niveau national, un retour à l'apprentissage dès 14 ans). Ils cherchent eux-mêmes une entreprise susceptible de les accueillir. C'est alors l'entreprise qui les inscrit en CFA. Un contrat de travail rémunéré (entre 25 et 75 % du Smic selon l'âge et l'année du contrat), à durée déterminée, est signé par l'apprenti, l'employeur et le CFA, en vue de préparer un diplôme.

Mais le nombre de contrats signés a baissé de près de 10% en deux ans. Cela est dû à une baisse des aides de l'Etat (à destination des entreprises) et de la Région (à destination des apprentis – remboursement de frais –, et des entreprises – subventions). Nous dénonçons à ce propos l'hypocrisie du gouvernement et de nombreux présidents de Régions sortants, qui semblent être favorables à l'apprentissage, tout en provoquant un désengagement financier public croissant en faveur de celui-ci, et voulons inverser cette courbe descendante en promouvant l'apprentissage : il faut augmenter le nombre d'apprentis dans notre pays (400 000, en 2014).

La baisse importante du nombre de contrats signés, conséquence de celle de l'effort financier public, n'est en rien enrayerée par des « images mentales » persistantes, chez les jeunes, les familles, et dans une grande partie de la société, qui se représentent ces filières comme synonymes de relégation sociale. Ce pourquoi, nous voulons non seulement renouer avec un véritable engagement financier public en faveur de l'apprentissage, mais aussi procéder à sa revalorisation symbolique effective. ● La Lettre du Collectif Racine | décembre 2015 | 15

Régionales en *Aquitaine-Limousin-Poitou-Charentes* : le Collectif Racine du Sud-Ouest s'engage !



Par **Nathalie Le Guen**

Professeur d'espagnol
Responsable du CR 33
Conseillère municipale de Bègles

*« Face aux **échecs** de l'équipe régionale sortante en Aquitaine-Poitou-Charente-Limousin, nous nous devons de proposer une **alternative**, particulièrement en matière scolaire. »*

Nathalie Le Guen : « Amis patriotes, amis enseignants, c'est à travers cette lettre que le Collectif Racine du Sud-Ouest se prépare à parachever d'ici une quinzaine de jours sa campagne des régionales.

Nous avons été forces de propositions lors de nos différents meetings dans la désormais nouvelle plus grande région de France, à savoir l' Aquitaine-Limousin-Poitou-Charentes, dont le nom reste encore à déterminer.

Ne serait-ce qu'en Gironde, la liste des régionales est forte de trois enseignants, tous adhérents du Collectif Racine.

Notre tête de liste régionale, Jacques Colombier, a pris à cœur les travaux de notre équipe et est enthousiaste à l'idée que les enseignants patriotes puissent défendre leurs idées dans le futur hémicycle de la grande région, aux côtés des conseillers régionaux FN-RBM. Il est vrai que notre mouvement, s'il n'est pas élu à la tête de la région, tiendra son rôle de premier opposant, tant les réformes entreprises par nos dirigeants (Najat Vallaud-Belkacem) et validées par leurs pseudo-opposants (Alain Juppé) n'ont fait qu'aggraver des problèmes déjà importants dans notre système éducatif.

Au cours de la campagne, nous avons vu jour après jour les sondages évoluer en notre faveur. Sur les marchés, de plus en plus de sympathies se font ressentir. Tout cela est extrêmement encourageant, sur une terre dont tout le monde dit que nous n'y gagnerons jamais. Y compris dans le milieu enseignant, nous devons nous attendre à une vague bleu Marine !

Au conseil régional, nous aurons fort à faire : dans la majorité ou dans l'opposition, nous présenterons nos idées, notre projet pour les lycées et l'enseignement supérieur. De surcroît, le président de région socialiste actuel n'est absolument pas exempt de critiques quant à son bilan. Celui-ci a par exemple positionné en troisième sur sa liste régionale l'ancien recteur d'académie de Bordeaux Jean-Louis Nembrini. Un exemple de copinage qui montre à quel point cette majorité fait passer ses intérêts personnels avant l'intérêt général...

« À Bordeaux, UMP/LR comme PS défendent le même projet de construction d'un « Grand Centre Islamique », lequel dispensera, en toute discrétion, une formation d'imams. »

Le copinage ne s'arrête pas là, loin s'en faut ! À Bordeaux, UMP/LR comme PS défendent le même projet de construction d'un « Grand Centre Islamique », lequel dispensera, en toute discrétion, une formation d'imams, notamment. Une école coranique devrait aussi voir le jour. En tant que responsable d'un collectif d'enseignants, je m'interroge, surtout au vu du contexte actuel, sur les spécificités de cet enseignement. Puisque la construction de cet édifice semble inéluctable, malgré nos nombreuses manifestations, nous demanderons à être particulièrement vigilants quant à l'enseignement prodigué dans ce centre : les éléments radicaux doivent être empêchés de diffuser leur message belliqueux. De plus, le respect strict de la laïcité doit être observé, principe auquel nous sommes, au Collectif Racine, particulièrement attachés. ●●●



Le projet de construction du « Grand Centre Islamique » à Bordeaux devrait coûter plus de 22 millions d'euros au contribuable français et doit voir le jour courant 2018.

« Lors d'une formation, un imam invité pour l'occasion nous expliquait que le Coran peut s'interpréter « de différentes manières. »

Il est vrai que le mot « laïcité » prend un sens étrange lorsqu'il est associé à ceux qui nous dirigent, de quelque bord qu'ils soient. Par exemple, j'ai récemment assisté à une formation professionnelle dépendant de l'ISFEC (Institut Supérieur de Formation de l'enseignement Catholique) organisée à l'auditorium du lycée Saint Genès de Bordeaux dont le thème était « La laïcité et le fait religieux ». Quelle ne fut pas notre surprise de devoir assister obligatoirement lors de cette formation à un discours de l'imam Tarek Oubrou, présenté comme laïc, décoré de la Légion d'honneur par Alain Juppé, maire de Bordeaux. Celui-ci s'était prononcé en faveur du port du voile dans les universités de la région, par exemple. Nous avons eu droit à une très brève explication du Coran, insistant surtout sur son fondement « anarchique » et sa lecture potentiellement interprétable « de différentes manières ». Rappelons également que cette formation eut lieu la veille des attentats de Paris...

Nous avons également appris que le voile peut être porté dans n'importe quelle école privé catholique en association avec l'Etat si le règlement intérieur le stipule. À la discrétion du chef d'établissement, en somme. Les formateurs n'ont pas non plus hésité à expliquer que les élus du Front National ne défendaient pas « une laïcité normale » mais une « laïcité identitaire ». Nous attendons toujours les définitions précises de ces termes, sans doute créés *ex nihilo* pour l'occasion.

« La religion doit rester dans la sphère privée et les signes religieux ostentatoires doivent être proscrits dans l'espace public. »

Au Front National, nous envisageons la laïcité de la manière la plus simple qui soit : la religion doit rester dans la sphère privée (nous considérons que la prière doit se faire à la maison, et non pas dans un lieu public, par exemple), et les signes religieux ostentatoires proscrits dans l'espace public. Ceci est pour nous la condition *sine qua non* d'une vie commune, et non pas d'une division de la société en communautés religieuses. Car aujourd'hui, nous pouvons le dire, la laïcité n'est plus. Bien triste réalité.

Dans une grande région qui compte près de 400 lycées, le Collectif Racine du Sud-Ouest s'engage :

-À être très vigilants quant aux dépenses ubuesques de la formation professionnelle. Elle doit être adaptée aux besoins des entreprises de la région. Les CFA et lycées professionnels devront en bénéficier en accord avec la réalité économique locale.

-À supprimer les subventions attribuées à des fins communautaristes et autres associations opaques.

-À ne pas céder aux repas de substitution dans les cantines des lycées publics ou privés. Les élèves doivent manger des produits locaux et ainsi faire fonctionner et fructifier nos entreprises régionales. Nous sommes riches de notre agriculture française et de nos produits régionaux.

-À combattre l'insécurité dans les lycées par le biais de portiques, de caméras et de la présence d'éducateurs employés par les rectorats. Tous les lycéens doivent être protégés contre les violences, la drogue et ce, sur l'intégralité du territoire régional, y compris en Creuse.

-À arrêter immédiatement le clientélisme de la majorité actuellement à la tête de la région : les primes pour les personnels non enseignants ne se décident pas en campagne mais se votent suivant les capacités d'un budget.

-À stopper les atteintes au principe de neutralité dans les établissements publics. Dans les lycées comme dans l'administration d'une façon générale, donner son avis politique ou exhiber un signe religieux ostentatoire doit être prohibé.

-À créer une police régionale des transports afin de mieux assurer la sécurité dans les transports en commun. Cet été, nous avons vu que les trains étaient notamment la nouvelle cible des terroristes.

-À multiplier les dessertes rurales via les transports en commun régionaux tels le TER. Cela doit servir notamment nos élèves qui se déplacent pour se rendre au lycée.

Ces mesures permettront de retrouver enfin la sérénité dont notre système d'instruction a besoin pour fonctionner. » ●



TER Aquitaine. Les transports en commun régionaux, compétence de la région, doivent être sécurisés et doivent assurer plus de dessertes rurales.

Lille, 17 octobre 2015...

La section départementale du Nord était lancée en présence de Marine Le Pen !

Retour sur l'événement qui a marqué les 2 ans du Collectif Racine



De gauche à droite :
Marie Desmazières, enseignante
Alain Avello, président du CR
Marine Le Pen
Daniel Philippot, responsable du CR 59
Valérie Laupies, vice-présidente du CR



« **Q**ue ne s'était-on étonné, il y a de cela deux ans, de la constitution d'un collectif d'enseignants lié au Front National !...

Cela bouleversait en effet les représentations si bien campées dans les esprits, déroutait les analyses sociologiques, ruinait les préjugés.

Il a pourtant bien fallu compter, depuis deux ans, avec des enseignants à l'engagement patriotique assumé, prêts à faire peu à peu céder les digues idéologiques, résolus, au-delà de leur engagement personnel, à faire collectivement bouger les lignes.

Depuis deux ans, nous avons largement fait connaître, tout particulièrement par de nombreux articles et communiqués, les positionnements qui sont les nôtres, pour une Ecole et une Université de l'excellence et de l'égalité bien comprise, c'est-à-dire recentrées sur leurs missions, reconnaissant pleinement le mérite des élèves et des étudiants, et permettant en cela une juste promotion sociale.

Depuis deux ans, nous avons inlassablement dénoncé l'ensemble des fossoyeurs de notre Ecole et de notre Université, ceux qui, tous ensemble, sont comptables devant la nation du naufrage de l'une comme de l'autre ! »

Alain Avello
Président du Collectif Racine
Lille, le 17 octobre 2015



Le 17 octobre 2015, à Lille, en présence de **Marine Le Pen** et de la presse, a été célébré le deuxième anniversaire du **Collectif Racine**. À cette occasion, la **16e section** départementale du collectif, celle du Nord, que dirigera Monsieur **Daniel Philippot**, a été inaugurée. Lors de son allocution, Marine Le Pen, présidente du **Front National** et du **Rassemblement Bleu Marine**, et tête de liste pour les élections régionales, a développé les orientations de son programme pour les **lycées**.

Marine Le Pen : « C'est avec grand plaisir que je suis aujourd'hui avec vous pour fêter les 2 ans du Collectif Racine. Depuis 2 ans, vous agissez et vous vous battez pour le développement du Collectif Racine. Je félicite en particulier son président Alain Avello qui ne manque jamais d'énergie et réussit à fédérer un nombre considérable d'enseignants.

Vous êtes les témoins de la politique désastreuse menée par le gouvernement, politique qui n'a de cesse de bafouer l'autorité du professeur et qui fait de l'école une vaste cour de récréation. Vous assistez également à la concrétisation de la réforme du collège, bal tragique orchestré par Najat Vallaud-Belkacem qui, en bonne élève, applique les recettes catastrophiques de ses prédécesseurs : le laxisme et le nivellement par le bas sont plus que jamais d'actualité !

Et pourtant, malgré toutes les attaques dont elle fait l'objet, vous avez décidé de défendre l'École de la République, pour qu'elle continue de transmettre les connaissances et le goût de la France, pour qu'elle incarne la méritocratie et donne sa chance à tous. Grâce à votre action, je suis heureuse de constater que les enseignants sont de plus en plus nombreux à rejoindre les rangs des patriotes et je tiens particulièrement à vous féliciter aujourd'hui pour l'ouverture de cette nouvelle section Nord du Collectif Racine !

Cette section semble déjà fort dynamique et je lui souhaite tout le succès du monde. Et je sais que je peux compter sur votre engagement sans faille pour porter nos idées dans le débat lors des prochaines élections régionales afin que les régions bleu Marine participent elles aussi au redressement de l'École de la République. Bien sûr, la région ne saurait résoudre seule l'ensemble des problèmes auquel fait face l'École aujourd'hui. Mais au niveau des lycées, la région dispose de moyens d'action et nous agissons particulièrement dans cette grande région Nord-Pas-de-Calais-Picardie, qui accueille chaque jour 200 000 lycéens. Dans cette région, comme dans toute la France, les exécutifs régionaux dirigés par l'UMP ont eu à cœur de sacrifier l'avenir des lycéens français. Je ne peux que constater la dégringolade de nos académies de Lille et d'Amiens, qui enregistrent les performances les plus faibles de tout le pays : Lille se retrouve ainsi à la 27ème place sur 30 (!) pour les résultats au baccalauréat général et 23ème pour le baccalauréat professionnel. Le manque d'exigence et d'ambition, l'absence d'audace et de volontarisme ont gangrené l'exécutif régional en place.

Les socialistes, sûrement plus soucieux de consacrer leur énergie à l'accueil des migrants plutôt qu'à l'avenir de la jeunesse de France, sont responsables de la tragédie qui se déroule sous nos yeux : des départements sacrifiés par inaction et par paresse. Leur culpabilité est d'autant plus criante à mesure que grossit le fossé entre leur discours et la réalité.

Cette réalité sur les moyens des lycées vous la connaissez mieux que quiconque : grisés par la folie des grandeurs, les grands barons socialistes du Nord ont préféré multiplier les lycées alors même que le nombre de lycéens diminue depuis le début des années 1990. Je suis favorable aux lycées de proximité mais la proximité n'empêche pas d'éviter les gaspillages ! Le constat est sans appel ! 4 milliards d'euros ont été engagés par la région depuis 1986 pour les lycées, ce qui représente 40% des dépenses d'investissements. Investissements pourtant vains puisque 25% des surfaces des lycées ne sont aujourd'hui pas occupés : 70 hectares de surface vide ! Que de gaspillages ! Que de mépris pour le contribuable.

« 4 milliards d'euros ont été engagés par la région depuis 1986 pour investir dans la création de lycées, alors que 25% des surfaces des lycées ne sont aujourd'hui pas occupés ! »

Si je suis élue présidente de la région Nord-Pas-de-Calais-Picardie en décembre prochain, j'aurai quant à moi l'impérieux devoir de rationaliser la dépense publique, pour que l'on respecte enfin le contribuable français. Puisque les effectifs baissent dans les lycées, je privilégierai le qualitatif et réduirai les dépenses superflues. Les dépenses de fonctionnement des lycées seront ainsi strictement encadrées afin d'éviter l'inflation que nous avons connue. Cela passe notamment par une politique volontariste d'économies, en agissant sur les structures et sur les comportements individuels.

Agir sur les structures, c'est déployer les énergies renouvelables et construire des lycées « éco-responsables », respectueux de l'environnement. C'est aussi renforcer les groupements d'achat commun d'énergie afin que tous les acteurs publics, région, départements, communes, travaillent en bonne intelligence et fassent pression ensemble sur les fournisseurs pour obtenir de meilleurs prix. C'est encore encourager les lycées à louer leurs logements de fonction inoccupés pour participer à l'effort, notamment aux départements qui se plaignent aujourd'hui de ne pas avoir assez de locaux pour les collèves.

Agir sur les comportements enfin, c'est faire de la lutte contre le gaspillage alimentaire une priorité et éveiller la responsabilité écologique de tous les lycéens. Diviser les Français et les dresser les uns contre les autres, voilà ce qu'a fait Nicolas Sarkozy pendant 5 ans et voilà l'adage qu'appliquent désormais François Hollande et Manuel Valls. Leurs troupes régionales n'ont eu de cesse de répliquer ce modèle et de le décliner dans cette région en opposant lors de la construction des lycées la ville à la campagne, l'enseignement général et technologique à l'enseignement professionnel. Bien au contraire, le conseil régional que je dirigerai agira lui pour les territoires oubliés et les plus reculés, pour qu'ils soient en priorité ciblés lors de la construction d'un nouveau lycée. ●●●

Nous agissons ainsi par les programmes prévisionnels d'investissement de la région pour l'équilibre des territoires. Désenclaver les territoires sinistrés, c'est aussi assurer l'accès de tous à un enseignement de qualité. Les familles du Nord-Pas-de-Calais-Picardie sont exigeantes et ont un sens aigu de l'excellence. Elles encouragent leurs enfants à rejoindre le meilleur lycée, qui offre le plus large choix de formations. Mais ce choix est trop souvent contraint par l'éloignement du domicile, l'éparpillement des établissements et la piètre qualité des transports scolaires.

En conséquence, j'encouragerai et je valoriserai le développement de l'internat en harmonisant au maximum les tarifs pour les rendre plus accessibles, afin de rapprocher au plus près l'élève du lieu qui le fera réussir. Mon programme et mon action sont guidés par un souci d'égalité des chances. Cette égalité doit permettre à tous, sans aucune distinction, d'aller au bout de ses capacités. Mais il n'est pas d'égalité sans justice sociale et la justice passe notamment par un accès de chaque lycéen à une restauration scolaire de qualité.

Mais comment expliquer aux parents que le repas du lycée Condorcet d'Amiens coûte 3,85€ alors qu'il est de 3,75€ au lycée Faidherbe de Lille ? Comment accepter qu'au sein même du Nord-Pas-de-Calais, le prix du repas varie entre 2,80€ et 4,15€ ? Est bafouée l'égalité des usagers devant le service public.

Eh bien moi, je porterai l'harmonisation des tarifs de la cantine scolaire, car je souhaite que tous les lycéens de cette région accèdent à une alimentation équilibrée. Qu'ils soient sensibilisés par des programmes d'éducation à la santé à une nutrition de qualité. Cette qualité, nous l'assurerons aussi par le choix des ingrédients qu'utilisent les cuisiniers des lycées. Vendu à la mondialisation, François Hollande a d'ores et déjà trompé nos agriculteurs. Il n'hésite même plus à affirmer, comme lors de son discours à Dijon de juillet dernier, que 2/3 de la viande achetée par l'État ne provient pas de France. C'est inacceptable car c'est faire courir le risque à nos lycéens de consommer des produits à la traçabilité douteuse et de piètre qualité. Mais plus encore, c'est une insulte envers nos producteurs, c'est du mépris envers nos éleveurs.

« Les demandes et les pratiques communautaristes n'ont pas leur place dans les régions, qui sont républicaines ! »

En tant que Présidente de région, je veillerai à ce que l'approvisionnement des cantines respecte la priorité régionale et privilégie par les circuits courts le producteur français, du Nord-Pas-de-Calais-Picardie, attentif quant à lui à ses produits. Notre politique visera aussi progressivement à refuser les viandes qui sont issues de l'abattage rituel, c'est à dire la mise à mort sans étourdissement préalable de l'animal, pour encourager un mode d'abattage plus laïc et moins barbare avec les animaux.

Viser à ne plus proposer dans les lycées de viande halal, c'est la condition essentielle pour que soient respectées la laïcité et l'égalité entre tous les lycéens. Je vois déjà les procès que me feront les tenants du communautarisme mais je les renvoie à la jurisprudence qui énonce que « le fait de prévoir des menus en fonction des pratiques confessionnelles ne constitue ni un droit pour les usagers, ni un devoir pour les collectivités ». Les demandes et les pratiques communautaristes n'ont pas leur place dans les régions, qui sont républicaines !

Enfin, et c'est une condition essentielle pour la réussite de nos lycéens, la sécurité. Les violences aux personnes, les trafics de drogue, les atteintes aux biens se multiplient dans notre pays et se répandent dans nos lycées. Je refuse que la région que je dirigerai désarme face aux fauteurs de trouble, qui hypothèquent l'avenir de nos lycéens.

« Je refuse que la région que je dirigerai désarme face aux fauteurs de trouble, qui hypothèquent l'avenir de nos lycéens. »

En conséquence, la région Nord-Pas-de-Calais-Picardie encouragera le déploiement de caméras de vidéo-protection, de dispositifs anti-intrusion et même de portiques de sécurité dans certains lycées afin de mettre fin aux débordements.

Enfin, nous croyons à la tolérance zéro et n'accepterons plus que les biens des habitants de la Région soient dégradés sans aucune suite judiciaire. Nous déposerons donc plainte systématiquement en cas de dégradations et recouvrerons les dommages et intérêts afin que les habitants ne subissent pas la double peine. La sécurité est un domaine régalién mais face à la politique laxiste de Madame Taubira et de l'UMP, il est crucial que la région épaulé les forces de l'ordre et le personnel des lycées. La région apportera ainsi son expertise technique aux proviseurs souvent désemparés face à de tels excès.

Je présenterai dans la partie de mon programme lié à l'apprentissage les moyens que nous développerons afin de faire connaître aux lycéens, les filières qui recrutent afin de susciter chez eux une curiosité à l'égard de métiers qui leurs sont inconnus et arrêter de diriger les jeunes vers des filières sans avenir car sans emploi. Cela ne coûte rien, c'est du bon sens.

Alors, mes chers amis, vous l'aurez compris, la route qui s'ouvre devant nous est longue et redresser l'École de la République et la région Nord-Pas-de-Calais-Picardie requiert du courage et une exigence sans borne. Mais je sais parfaitement que ce sont les sentiments qui vous animent.

Vive le Collectif Racine, vive le Nord-Pas-de-Calais, vive la Picardie, vive la République et vive la France ! » •



La rédaction l'a remarqué à Lille, Marine Le Pen est une lectrice attentive de la « Lettre » du Collectif Racine.

Aux côtés de Marine Le Pen à Lille, Alain Avello, Daniel Philippot et Valérie Laupies présentaient l'action locale et nationale du Collectif Racine

Alain Avello : « Notre événement d'aujourd'hui se présente à bien des égards comme ceux qui, lors des marches vers les plus grandes victoires, permettent de dresser un bilan d'étape, bilan portant justement déjà les promesses des victoires à venir. Nous nous trouvons réunis aujourd'hui, en cette belle région Nord-Pas-de-Calais-Picardie, dans le cadre de la campagne pour les élections régionales, élections à l'issue desquelles, nous en sommes convaincus, Marine Le Pen deviendra la présidente de Région !

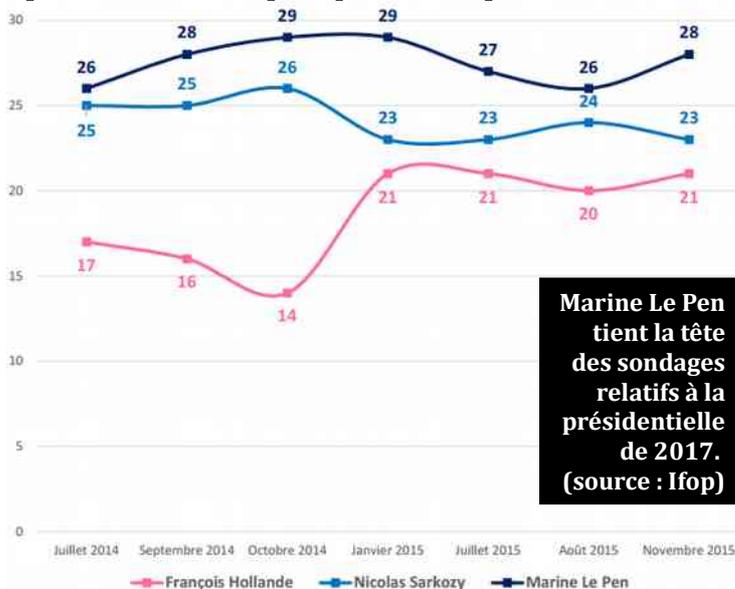
Cette conquête des exécutifs locaux, qui répond à l'objectif de notre nécessaire implantation locale, jalonne en même temps la voie de notre accession à l'exécutif suprême. Et c'est par cette victoire à la présidentielle que passe, puisque c'est le thème de l'éducation qui nous réunit aujourd'hui, le salut de l'Ecole ! 2017, nous l'espérons et y travaillons d'arrache-pied, sera le moment d'un tournant politique majeur, celui dont l'urgence ne s'est jamais faite autant ressentir !

Car l'urgence n'a jamais été aussi grande pour notre pays, la France, de retrouver ses frontières, sans lesquelles son identité autant que son modèle social ne sauraient perdurer.

L'urgence n'a jamais été aussi grande pour notre pays de retrouver une monnaie adaptée à son économie, sans laquelle il ne saurait y avoir de prospérité,

L'urgence n'a jamais été aussi grande de redresser l'Ecole et l'Université, où se joue l'avenir individuel des jeunes Français et, donc, l'avenir collectif de la nation. Et c'est à cette fin, pour préparer ce nécessaire redressement, que le mouvement patriote, a constitué le Collectif Racine des enseignants, lequel a été inauguré, en présence de Marine Le Pen, le 12 octobre 2013, à Paris.

Nous sommes donc aujourd'hui, aussi rassemblés pour célébrer le deuxième anniversaire du Collectif Racine, occasion, donc, de dresser un bilan d'étape, de considérer le chemin parcouru et de faire de cette commémoration ce qui annonce aussi de futurs combats, jusqu'à la victoire, pour l'Ecole de la République et, donc, pour la France !



Que ne s'était-on étonné, il y a de cela deux ans, de la constitution d'un collectif d'enseignants lié au Front National !...

Cela bouleversait en effet les représentations si bien campées dans les esprits, déroutait les analyses sociologiques, ruinait les préjugés. Il a pourtant bien fallu compter, depuis deux ans, avec des enseignants à l'engagement patriote assumé, prêts à faire peu à peu céder les digues idéologiques, résolus, au-delà de leur engagement personnel, à faire collectivement bouger les lignes.

Depuis deux ans, nous avons largement fait connaître, tout particulièrement par de nombreux articles et communiqués, les positionnements qui sont les nôtres, pour une Ecole et une Université de l'excellence et de l'égalité bien comprise, c'est-à-dire recentrées sur leurs missions, reconnaissant pleinement le mérite des élèves et des étudiants, et permettant en cela une juste promotion sociale.

Depuis deux ans, nous avons inlassablement dénoncé l'ensemble des fossoyeurs de notre Ecole et de notre Université, ceux qui, tous ensemble, sont comptables devant la nation du naufrage de l'une comme de l'autre ! Le PS, certes, qui aujourd'hui, avec le ministre Vallaud-Belkacem, accentue comme peut-être jamais auparavant, l'effondrement de notre système scolaire.

« La réforme des collèges Valls-Vallaud-Belkacem aurait été conduite à l'identique par l'UMP ! »

Mais, tout aussi bien, l'UMP ! Car, et ne nous y trompons pas, UMP et PS sont tous deux coresponsables de ce naufrage ! Et lorsque l'UMP, justement, tente piétement en jouant l'opposition de façade, comme elle l'a fait en réclamant l'abrogation du décret qui a instauré, en mai dernier, la réforme Valls-Vallaud-Belkacem du collège, lorsque l'UMP cherche à tirer profit du mécontentement légitime suscité par cette réforme annonciatrice d'une catastrophe sans précédent, cela ne doit abuser personne ! Car cette réforme, l'UMP l'aurait conduite à l'identique, dans le prolongement de ses propres politiques éducatives : elle qui, sous François Fillon, impulsa la « pédagogie du socle » impliquant la révision à la baisse des contenus enseignés, elle qui, sous Luc Chatel, accrut l'autonomie des établissements, au mépris de l'égalité des élèves devant les enseignements...

« Nous avons réussi à troubler le jeu si fermé du syndicalisme enseignant en influant sur les résultats du vote aux élections professionnelles. »

Toutes choses justement que perpétue et amplifie, au niveau du collège, la réforme Valls-Vallaud-Belkacem. Nous n'avons pas manqué aussi de dénoncer les syndicats complices, depuis tant d'années, de collusion avec ces réformes UMPS : le jour-même où débutaient les élections professionnelles de novembre-décembre 2014, nous avons appelé, par voie de communiqué de presse, les personnels de l'éducation à faire barrage aux organisations syndicales coupables de telles collusions, en exceptant de la critique deux syndicats, à la progression desquelles ce soutien allait contribuer. Et nous avons ainsi troublé le jeu habituellement si fermé du syndicalisme enseignant en influant sur les résultats du vote, comme cela a été reconnu par plusieurs médias et, en direct, le 3 mai dernier, par Najat Vallaud-Belkacem elle-même. ●●●

	Rappel Enseignants du secondaire Février 2012 ¹ (%)	Enseignants du secondaire Juin 2015 (%)
• Nathalie Arthaud	-	1
• Philippe Poutou	1	3
• Jean-Luc Mélenchon	11	15
• François Hollande	44	26
• Cécile Duflot ²	5	8
• François Bayrou	18	24
• Nicolas Sarkozy	15	13
• Nicolas Dupont-Aignan	1	2
• Marine Le Pen	5	8
TOTAL	100	100

Alors que nous partions de loin, le vote Front National chez les enseignants ne cesse de progresser depuis 2012. (source : Ifop)

Nous nous sommes encore hissés à l'avant-poste de la contestation en cours contre la catastrophique réforme Valls-Vallaud-Belkacem du collège, par la publication de nombreux textes — analyses, articles, communiqués —, repris dans un numéro spécial de notre « Lettre » trimestrielle, le lancement d'une pétition nationale, une réunion publique, au mois de juin dans le Vaucluse...

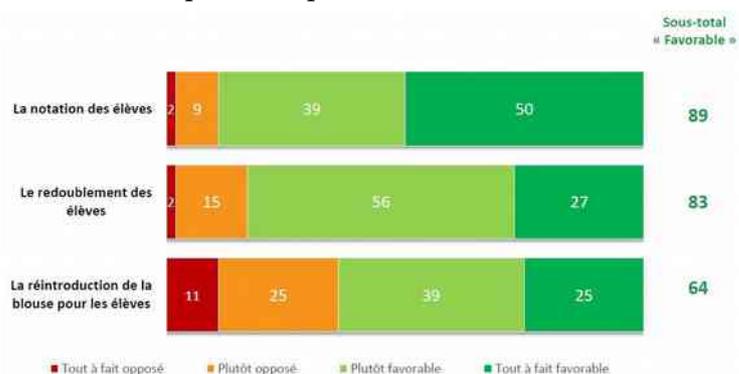
Et, dans le prolongement de notre dénonciation inlassable du « collège unique », dont la réforme constitue l'amplification, la cohérence de nos positionnements n'a pas manqué de trouver, à cette occasion aussi, un très large écho, au point de susciter de nombreux ralliements.

De sorte que, oui, le travail accompli à ce point porté ses fruits que le Collectif Racine s'est progressivement imposé dans le monde de l'éducation comme une force de premier plan, dont la voix fait autorité.

Deux ans après notre lancement officiel, les effets de notre engagement sont devenus tangibles : si le milieu enseignant pouvait auparavant se croire largement hors de portée des thématiques nationales et patriotiques, les choses se sont alors mises à changer, et les sympathies se sont faites de moins en moins tacites et de plus en plus nombreuses !

« En 2012, déjà 40 000 enseignants avaient placé un bulletin bleu Marine dans l'urne. »

En somme, il y a deux ans, a commencé la pénétration de nos idées dans un milieu professionnel qui leur était traditionnellement l'un des plus fermés, et celle-ci n'a cessé depuis de se poursuivre.



Une large majorité de Français est favorable à la notation des élèves, au redoublement, et à la réintroduction de la blouse.

Plusieurs sondages d'ailleurs n'ont pas manqué d'objectiver cette dynamique : si, en 2012, seuls 5% des enseignants — 40000, environ — avaient placé dans l'urne un bulletin « bleu marine », leurs intentions de vote pour la prochaine présidentielle connaissent une augmentation de 60%, selon un sondage IFOP de juin 2015. Gageons que ce sera plus d'un enseignant sur dix qui, en 2017, portera ses suffrages sur la candidature de Marine Le Pen ! Mais c'est aussi très au-delà du seul monde enseignant que porte notre voix !

Dans les oppositions contre les réformes en cours, dans les conceptions que nous défendons pour l'Ecole et l'Université de demain, nous le mesurons aussi, c'est une part croissante de l'opinion qui se reconnaît. Pour renvoyer à un autre sondage, plus récent encore, nous apprenions dans Marianne de la semaine dernière qu'une large majorité des Français, qu'ils se disent de droite comme de gauche, sont :

- favorables au redoublement ;
- opposés à la suppression des notes ;
- et même partisans de la réintroduction de la blouse à l'Ecole !

Autant de positions qui sont les nôtres, qu'à dire vrai nous sommes les seuls à assumer pleinement, et que nous ne manquerons sans nul doute pas d'inscrire dans le projet présidentiel ! Alors oui, le Collectif Racine, dont nous célébrons aujourd'hui, en présence de Marine Le Pen, les deux ans ne peut qu'être fier des succès qu'il a d'ores et déjà remportés, et, prêt plus que jamais à poursuivre son engagement et à amplifier son travail, il peut tout aussi bien être confiant dans ceux que lui promettent l'avenir !

« Gauche et droite, UMP comme PS, détiennent une commune responsabilité dans la faillite de notre système d'éducation ! »

Car, depuis deux ans, aussi et surtout, nous avons travaillé d'arrache-pied pour l'avenir, tous unis dans la conviction profonde, largement partagée au-delà de nos rangs donc, que gauche et droite, UMP comme PS, détiennent une commune responsabilité dans la faillite de notre système d'éducation, et que seul le véritable changement politique dont le Front National et le Rassemblement Bleu Marine porte les promesses permettra de redresser l'Ecole et l'Université françaises.

Et c'est pour donner davantage corps encore à cette aventure collective, dans le seul dessein de servir la France, en sauvant son Ecole, que, parallèlement à l'implantation locale croissante du Front National et du Rassemblement Bleu Marine, se poursuit celle de notre mouvement. Ce pourquoi nous procédons aussi aujourd'hui au lancement, dans ce département du Nord, d'une nouvelle section départementale du Collectif Racine.

Le Nord est donc le 16e département français où le Collectif Racine s'implante, et je souhaite le meilleur à ces enseignants qui ont choisi de s'engager à leur tour, et que nous entendrons tout à l'heure, et tout particulièrement à Daniel Philippot qui prend à compter de ce jour la responsabilité de la nouvelle section, de même que je forme le vœux que, dans cette région Nord-Pas-de-Calais-Picardie, le Front National et le Rassemblement Bleu Marine parviennent à la victoire en décembre prochain. » ●

Daniel Philippot : « Alain Avello vient de vous le dire : j'ai décidé de prendre la responsabilité de la section Nord du collectif Racine.

Au moment de prendre ma retraite, après avoir dirigé 35 ans un établissement scolaire, j'ai souhaité mettre à profit mon expérience. Je pense avoir une certaine expertise du système éducatif. Mais pourquoi avoir rejoint le Collectif Racine ?

D'abord, parce que j'ai toujours été passionné par les questions d'éducation. Ensuite parce que j'y retrouve mes idées, bien évidemment. Enfin parce qu'il m'a semblé qu'il était le seul véritable espace de réflexion et de propositions pour une école plus juste, une école plus efficace dans ses apprentissages, une école dans laquelle les enseignants se sentent épanouis, respectés et reconnus. On apprend, par ailleurs, ces jours-ci, que l'école n'a jamais été aussi inégalitaire.

Durant ma carrière, j'ai connu 23 ministres de l'Education nationale. Pourtant, je n'ai pas débuté ma carrière au 19ème siècle... Mais chacun sait que les ministres de l'Education ne font souvent qu'un passage éclair rue de Grenelle... Chacun d'entre eux veut y laisser sa marque, son empreinte, ce qui explique qu'à la valse des ministres de l'Education correspond la valse des réformes. Le successeur s'évertue souvent à défaire ce que son prédécesseur a fait. Ainsi fonctionne ce ministère depuis des lustres.

C'est vous dire que j'en ai connu des réformes ! Certaines insensées, d'autres farfelues. Toutes souvent éphémères...

Les études internationales nous disent que près de 20% des élèves de 3ème, contre 15% il y a 6 ans, sont aujourd'hui incapables de résoudre un problème de maths de CM2.

« Les études internationales nous disent que près de 20% des élèves de 3ème, contre 15% il y a 6 ans, sont aujourd'hui incapables de résoudre un problème de maths de CM2. »

Tous les indicateurs sont au rouge. Dans les fameuses enquêtes PISA, la France est passée entre 2000 et 2009, pour la compréhension de l'écrit, du 10e rang sur 27 pays au 17e sur 33.

Les enquêtes nationales vont dans le même sens. Une synthèse des évaluations publiée par le ministère nous apprend que le niveau de lecture en CM2 a nettement baissé entre 1997 et 2007. Le niveau qui était celui des 10 % les plus faibles est, dix ans plus tard, celui de 21 % des élèves. La baisse se constate quelles que soient les compétences. Un élève sur trois est faible en orthographe, contre un sur quatre dix ans plus tôt. A la même dictée, 46 % des élèves faisaient plus de 15 fautes contre 21 % dix ans plus tôt.

L'évolution en calcul est également négative. Le recul n'épargne que les enfants des cadres supérieurs et des professions intellectuelles, dont les enseignants. Dès lors, comment s'étonner de voir des élèves entrer en 6ème sans être capables de la suivre ? Nous avons organisé l'échec. « La réduction du temps de travail des élèves est un formidable gâchis », nous dit Antoine Prost, historien de l'éducation.

Selon lui, le problème est double : quantitatif et qualitatif. Nous sommes passés d'abord, entre la guerre et les années 60, de 40 semaines de classe à 36. Nous sommes ensuite passés de 30 heures par semaine à 27 en 1969, par libération du samedi après-midi, puis à 26 et, depuis 2008, à 24. ●●●



Daniel Philippot (à droite de Marine Le Pen sur la photo) dirigera la section du Nord du Collectif Racine, qui compte déjà une quinzaine d'enseignants.

« La réduction du temps de travail à l'école est un formidable gâchis. »

Nous sommes à 140 jours de classe par an, contre 175 en 1968, et à 840 heures dans l'année, contre 1 050. C'est un cinquième de moins. Les élèves ne passent pas plus de temps en classe aujourd'hui en 5 années d'école primaire qu'ils n'en passaient en 4 ans il y a une génération. C'est comme si l'on avait obligé tous les élèves à sauter une classe. Nos voisins européens n'ont pas beaucoup plus d'heures de classe, mais ils les répartissent sur 180 à 200 jours. Les capacités d'attention des enfants de 6-8 ans sont de l'ordre de 3,30 heures à 4 heures dans une journée. Elles augmentent avec l'âge, et se situent autour de 5 heures par jour à 12 ans.

De plus, nous ne cessons de vouloir qu'ils apprennent davantage. Nous avons introduit à l'école une langue vivante, mais aussi l'histoire de l'art, la sécurité routière, la sauvegarde de l'environnement, l'aide aux premiers secours, l'informatique... etc. Soyons sérieux : nous prétendons vouloir que nos enfants apprennent plus et mieux, et nous avons fait jusqu'ici tout ce qu'il fallait pour qu'ils apprennent moins, et moins bien. Il est urgent de réfléchir aux moyens d'enrayer cette régression.

Concernant la réforme des rythmes scolaires, le débat s'est focalisé pendant deux ans sur les activités périscolaires... À aucun moment n'a été discutée l'utilité de cette matinée de travail supplémentaire, du temps d'apprentissage mieux réparti sur la semaine. Personne ne s'interroge sur l'intérêt pédagogique des organisations proposées et ne pose les questions essentielles : quel impact avéré sur les rythmes biologiques des enfants ? Quels bénéfices sur leurs apprentissages ? Notamment dans les villes qui consacrent le vendredi après-midi aux ateliers périscolaires... Au fil des ans, et au vu des résultats catastrophiques, le bon sens a quand même, parfois, prévalu.

Ainsi, dans le domaine de l'apprentissage de la lecture, nous revenons, peu à peu, enfin, à la méthode syllabique. Il est d'ailleurs amusant de voir que notre hiérarchie qui a ardemment combattu cette méthode pendant des années, la défend aujourd'hui avec les mêmes convictions... Que penser des convictions de ces pédagogos... ?

Les résultats seraient sans doute encore plus catastrophiques si nombre de maîtresses de CP n'avaient continué, en cachette, la lecture à haute voix et les dictées de syllabes. Je pourrais multiplier les exemples de réformes irréfléchies, aussi stupides qu'incohérentes : les maths modernes, la grammaire fonctionnelle, l'observation réfléchie de la langue... J'en passe et des meilleures. Quant à la mise en place des cycles... mieux vaut en rire...

La grande section maternelle d'abord au cycle 1, ensuite attachée au cycle 2 pour une meilleure liaison avec le CP puis remise au cycle 1 récemment... Le CE2 qui passe du cycle 3 au cycle 2... La 6^{ème} qui rejoint les CM1 et CM2 en cycle 3... Bref ! de quoi en perdre son latin... Probablement ce qui est arrivé à Najat Vallaud-Belkacem...

Enfin, cerise sur le gâteau, tout dernièrement, les résultats de l'évaluation des élèves, notés ou pas, de 1 à 10 ou de 1 à 4, ou avec des smileys, ou des pastilles de couleur... C'est comme on veut. L'essentiel étant, comme ils disent, de ne pas traumatiser les enfants.

Il me faudrait aussi aborder le problème de la formation professionnelle, initiale et continue... Un vrai délire !

La presse locale et nationale attentive aux événements du Collectif Racine

À Lille, le 17 octobre, le Collectif Racine a bénéficié d'une couverture médiatique non négligeable : cité sur BFMTV et Itélé, après que Najat Vallaud-Belkacem eut publiquement reconnu son influence en mai dernier, notre mouvement est maintenant déterminé à montrer qu'il est capable d'œuvrer nationalement pour l'École de la République.



Marine Le Pen et Alain Avello, devant les journalistes présents à la conférence de presse à Lille.

J'aurais également envie d'évoquer l'absolue et urgente reconnaissance statutaire de l'école primaire et des directeurs d'école, les milliers de postes de direction non pourvus chaque année. Mais le temps me manque...

« Comment ne pas comprendre la résignation et la démotivation des enseignants qui se lassent de toutes ces réformes qu'on leur impose ? »

Après tout ce que je vous ai dit, comment ne pas comprendre la résignation et la démotivation des enseignants qui se lassent de toutes ces réformes qu'on leur impose ? Voilà où nous ont conduits les 23 ministres qui ont jalonné ma carrière !

Je n'ai abordé ici que des sujets traitant de l'école primaire mais je suis entouré de collègues professeurs de collège, lycée et université qui, comme moi, ont à cœur d'apporter leur contribution au débat. Toutes nos réflexions issues de notre expérience sur le terrain feront l'objet de publications thématiques au sein des différents groupes de travail du collectif Racine.

Pour conclure, il me reste à remercier Alain Avello et ses collaborateurs. Grâce à eux, le collectif Racine a pris un réel essor et s'est créé une vraie réputation de sérieux. Il est devenu une force crédible de propositions.

De nouvelles sections voient régulièrement le jour, comme la nôtre aujourd'hui. Je suis convaincu que de plus en plus d'enseignants nous rejoindront pour faire entendre la voix du redressement.

Enfin, je tiens également à remercier tout particulièrement Marine Le Pen pour son écoute du monde enseignant et l'encouragement précieux qui est le sien pour le développement du collectif Racine. » •

Le **28 octobre 2015**, à Chelles, en présence de **Wallerand de Saint-Just**, candidat tête de liste Front National-Rassemblement Bleu Marine pour l'Île-de-France, et de **Pierre-Charles Cherrier**, tête de liste en Seine-et-Marne, a été lancé la **17^e** section départementale du Collectif Racine, dont **Aymeric Durox**, professeur d'histoire-géographie, a pris la responsabilité.

CONFÉRENCE DE PRESSE

LANCEMENT DE L'ANTENNE DÉPARTEMENTALE DU COLLECTIF RACINE



Mercredi 28 octobre - 14h



> **Wallerand de SAINT JUST**

Candidat à la présidence de l'Île-de-France

Alain AVELLO <

Président du Collectif Racine, les Enseignants patriotes

Pierre-Charles CHERRIER

Secrétaire départemental et tête de liste FN de Seine-et-Marne



Contact : jeanne.pavard@frontnational.com



Salle Albert Caillou / 20, avenue Albert Caillou / 77500 CHELLES



Le lancement de la section de Seine-et-Marne du Collectif Racine a eu lieu le 28 octobre en présence de Wallerand de Saint-Just.

Aymeric Durox : « Merci à vous tous d'être aussi nombreux pour le lancement officiel de la 17^{ème} section départementale du Collectif Racine, celle de Seine-et-Marne, la seconde de la région Ile de France, après celle de Paris.

Merci tout d'abord à Wallerand de Saint-Just qui nous fait l'honneur et le plaisir de nous accompagner cet après midi et qui aura l'occasion tout à l'heure d'évoquer le volet éducation de son programme.

Merci à Alain Avello qui a monté de toutes pièces le Collectif Racine et qui s'en occupe avec passion et dévouement depuis plus de deux ans désormais, et qui me confie la responsabilité de la section seine-et-marnaise ainsi que la coordination dudit Collectif en Ile-de-France. Sa confiance m'honore et j'essayerai de remplir cette noble tâche avec autant de volonté et de dévouement qu'il ne le fait.

Merci enfin à tous les enseignants présents dans cette salle, en activité ou en retraite, ils sont près d'une quinzaine à être aujourd'hui présents avec nous, et plus d'une vingtaine à avoir déjà adhéré, le tout en à peine un mois et demi, ce qui fait d'ores et déjà du lancement du Collectif Racine 77 l'un des plus importants. Nul doute que cet événement et la publicité qui va lui être consacré susciteront bon nombre d'adhésions d'enseignants à notre mouvement, exaspérés qu'ils sont par la tournure des événements et le délitement continu de l'école.

Délitement continu de l'école : on en vient au cœur du sujet et à la raison de mon engagement.

« Toute ma vie, je me suis fait une certaine idée de l'école. »

Toute ma vie, je me suis fait une certaine idée de l'école, pour paraphraser humblement le général de Gaulle. Une vie, assez courte, certes, 30 ans, mais néanmoins toute entière centrée autour de l'école et de l'éducation. Une mère enseignante pour enfants malentendants, un père fonctionnaire au CROUS, qui m'ont très jeune inculqué l'amour et le respect de l'école républicaine.

Ma première expérience marquante eut lieu lors de ma scolarité au lycée militaire de Saint-Cyr, établissement public réservé aux enfants de fonctionnaires servant le bien commun, et en particulier aux enfants de militaires, notamment ceux morts pour la France, qu'on appelle les pupilles de la nation. Sur le frontispice de ce prestigieux établissement, était inscrite cette citation du général de Gaulle, encore lui : « la véritable école du commandement est celle de la culture générale ».

Dans ce lycée étaient scolarisés tout type d'enfant, de toutes origines, de toutes confessions, dans une même tenue uniforme, sans distinction aucune, et réunis sous le même sceau de l'excellence autour de trois valeurs de l'école républicaine : exigence, autorité, et savoir. ●●●

Le résultat de cette école républicaine par excellence ? 100% de réussite au bac lors de ma promotion en 2003, alors que le taux de réussite en France était de 83,7 % pour le bac général cette année là. Même si l'on sait que le baccalauréat est de plus en plus dévalué et que ces scores ne veulent plus rien dire, tout de même : avec la même population, nous avons des résultats bien meilleurs.

« La recette ? Du travail, plus d'heures de cours, de la discipline, un véritable respect du professeur, et un internat, pour pouvoir travailler en toute quiétude. »

La recette ? Du travail, plus d'heures de cours, de la discipline, un véritable respect du professeur, et un internat, pour pouvoir travailler en toute quiétude. Par la suite, j'ai intégré Science Po Toulouse dont j'ai été diplômé en 2007, puis j'ai fait des études de droit, avant de revenir à mon premier amour l'histoire, et d'obtenir le CAPES.

En parallèle de mes études, j'ai été surveillant en collège et dans un lycée professionnel très difficile de Toulouse, et j'ai également été animateur dans des colonies de vacances avec un public parfois très populaire.

Ainsi j'ai l'impression de ne jamais avoir quitté le monde de l'éducation, monde que j'aime et que je respecte, et c'est justement pour cela que je m'engage aujourd'hui au sein du Collectif Racine, qui rassemble les professeurs patriotes animés par un même idéal, celui de l'école républicaine, école qui fut l'une des plus performantes au

« La promotion sociale que permettait l'école de la République est brisée aujourd'hui. »

monde, admirée et copiée par un grand nombre de pays, qui a permis à des millions de petits français de s'émanciper de leur milieu social, et gravir par leur mérite et leur talent, l'échelle sociale de la réussite.

C'est Albert Camus, orphelin de père, fils d'une femme de ménage analphabète qui grâce au soutien et à l'aide de son instituteur Louis Germain, deviendra bien plus tard prix nobel de littérature. C'est Georges Pompidou, petit fils de paysans très modestes du Cantal, fils d'instituteurs qui deviendra Président de la République.

Les exemples sont légions. Cette émancipation, et ce renouvellement sain et nécessaire des élites, étaient possibles grâce à une école républicaine exigeante qui transmettait des savoirs, selon la méthode définie par Paul Langevin, chargé de la réforme de l'éducation en 1946, « la promotion de tous, et la sélection des meilleurs ». Ces savoirs fondamentaux et humanistes, base de la culture générale qui permet de construire un citoyen éclairé, sont de moins en moins dispensés aujourd'hui et de plus en plus réservés à une élite.

La conséquence de ceci, c'est que la proportion d'enfants d'ouvriers, employés et paysans dans les quatre grandes écoles (Normal Sup, Polytechnique, ENA, HEC) est passée de 25% en 1950 à moins de 5%. ●●●



Conférence de lancement de la section de Seine-et-Marne du Collectif Racine. Au centre, Wallerand de Saint-Just, entouré d'Alain Avello et d'Aymeric Durox.



Aymeric Durox, devant les journalistes présents à la conférence de lancement du Collectif Racine de Seine-et-Marne.

La promotion sociale que permettait l'école de la République est brisée aujourd'hui, et par ceux-là même de ceux qui prétendaient la promouvoir, notamment Bourdieu et ses héritiers.

« Bourdieu a décrété que c'était le savoir humaniste français qui était trop élitiste et trop discriminant. »

Pour combattre la reproduction sociale, Bourdieu a décrété dans les années 70 et 80 que c'était le savoir humaniste français qui était trop élitiste et trop discriminant et que donc il fallait le supprimer. C'est ce qu'il conseilla en 1985 à François Mitterrand dans son rapport « Propositions pour l'enseignement de l'école ». Il concluait son rapport en ces termes : « L'importance excessive accordée à la trilogie « lire, écrire compter », peut, à bon droit, être considérée comme l'un des facteurs de l'échec scolaire. » Il oubliait de préciser, que si lui, fils de modestes paysans béarnais, avait pu devenir la sommité qu'il était, c'est grâce à cette trilogie « lire écrire compter » qu'il refusait pour les autres.

Il y a trente ans tout juste donc que fut remis ce funeste rapport, et depuis toutes les multiples réformes qu'a subies l'école sont allées dans ce sens, moins de savoirs fondamentaux, plus de gadgets éducatifs, comme la sécurité routière, le tri sélectif, ou la programmation informatique comme le rappelait justement Michel Onfray en septembre 2014.

Juste un exemple à propos de l'enseignement du français : il y a 40 ans, les élèves de CP bénéficiaient de 15h hebdomadaires de français, contre 9 en 2015, et en moyenne un élève de troisième d'aujourd'hui aura reçu

dans son parcours scolaire 900h de français en moins que ses parents. Comment s'étonner dès lors du niveau d'expression et d'orthographe catastrophique des élèves ?

Un autre écueil dénoncé par le Collectif Racine est celui de la place de l'enseignant dans le système éducatif, autrefois primordiale, il est désormais supplanté par l'élève au cœur du système, élève censé apprendre par lui-même alors qu'il n'en a plus les moyens, ne maîtrisant pas les fondamentaux. L'autorité de l'enseignant a été sciemment sapée, et ma collègue Frédérique Troussard interviendra justement sur ce sujet.

Face à tous ceux qui critiquaient la baisse de niveau général, les thuriféraires de la nouvelle école avaient beau jeu de les traiter de déclinologues, de réactionnaires voire de complotistes. Longtemps ils ont pu se cacher derrière une absence d'évaluation du système et la croyance que les élèves étaient plus éveillés donc meilleurs.

« Les enquêtes PISA edémontrent clairement une baisse continue du niveau des élèves français. »

Malheureusement pour eux sont arrivées les enquêtes PISA : celles-ci évaluent depuis l'an 2000 tous les trois ans les élèves de 15 ans dans les 65 pays de l'OCDE (ou les pays partenaires) et elles sont sans appel : elles démontrent clairement une baisse continue du niveau des élèves français, tant au niveau des sciences que de la compréhension de l'écrit. Nous sommes aujourd'hui classés à la 25ème place, rang indigne pour la 5ème ou 6ème puissance économique mondiale. La prochaine enquête sortira en décembre, et nul doute qu'elle sera encore cruelle pour nos dirigeants et les pédagogistes en chef, responsables de ce délitement. ●●●

« Nous avons des écoles maternelles saccagées par des enfants de 5 à 12 ans à Melun. »

Nous voyons hélas s'institutionnaliser une école à deux vitesses, dont les conséquences sont visibles dans notre département. D'une part nous avons des écoles maternelles saccagées par des enfants de 5 à 12 ans à Melun, alors que l'école devrait représenter à leurs yeux leur principale chance de s'émanciper de leur condition sociale. C'est bien la preuve d'une faillite complète du système éducatif. D'autre part, 15km plus au sud, à Fontainebleau, la grande école de management de l'INSEAD, institut européen d'administration des affaires, vient de voir l'une de ses formations être classée numéro une par le Financial Times. Les formations dans ces écoles coûtent en moyenne 60 000 euros. Je ne pense pas qu'un élève des quartiers nord de Melun puisse un jour se les payer.

Néanmoins, ce qui est rassurant, comme l'a rappelé Alain Avello, c'est que nous constatons que nos idées sur l'école sont en accord avec les aspirations de la majorité des Français et même des spécialistes les plus reconnus puisque Jean-Paul Brighelli, qui vient de la gauche radicale, a récemment déclaré qu'il était d'accord à 80% avec les idées du Front National. On se demande bien quels sont les 20% restants...

Un mot sur les perspectives d'avenir du Collectif Racine 77 : comme déjà indiqué, nous sommes d'ores et déjà près d'une vingtaine d'adhérents, et nous espérons en accueillir bien plus. Nous possédons un blog, seineetmarne.collectifracine.fr sur lequel on retrouve déjà 5 articles, trois de fond et deux sur la violence scolaire.

Nous comptons en faire un lieu de débats, d'échanges et d'informations pour tous les amoureux de l'école, y compris bien sûr les journalistes.

Tout notre travail au Collectif Racine consiste à œuvrer pour l'excellence de l'école, et donc à s'engager fondamentalement pour l'avenir de notre pays. Car comme le précisait le philosophe et homme politique Jules Simon à la fin du 19ème siècle, « le peuple qui a les meilleures écoles est le premier peuple, s'il ne l'est pas aujourd'hui, il le sera demain ». » ●

#JeTalonneBartolone

À l'approche des élections, les sondages évoluent favorablement pour Wallerand de Saint-Just, tête de liste Front National en Île-de-France.

Alors qu'un premier sondage donnait le candidat en troisième position sur une terre réputée difficile pour notre mouvement, les derniers tests montrent que Wallerand de Saint-Just ferait jeu égal au premier tour avec Claude Bartolone, président de l'Assemblée Nationale et candidat socialiste en Île-de-France !

Le Collectif Racine se réjouit de ces perspectives électorales et apporte tout son soutien aux listes Front National pour ces élections régionales. Il se met à disposition des futures majorités ou groupes d'opposition au sein des assemblées régionales pour aider à la diffusion voire à l'application de nos idées.



Wallerand de Saint-Just accompagné par ses militants à l'occasion d'un tractage en Seine-et-Marne, en vue des régionales.

Réunion publique du Collectif Racine du Vaucluse Pertuis, 23 octobre 2015



Valérie Laupies et Julien Langard participaient à une réunion publique du Collectif Racine du Vaucluse.

Le 31 octobre dernier se réunissaient à Seysses (Haute-Garonne), des enseignants du primaire, du secondaire, du supérieur et de l'enseignement professionnel. Cette table ronde, organisée par **Gilbert Dombes**, responsable du Collectif Racine 31, était animée par **Valérie Laupies**, directrice d'école et vice-présidente du Collectif. Était également présente **Nathalie Le Guen**, coordinatrice du Collectif Racine pour le Sud-Ouest. Intervenant aussi **Maïthé Carsalade**, tête de liste départementale. Les problèmes liés au communautarisme sont revenus très souvent dans les échanges. La baisse du niveau scolaire est réelle, le nombre et la gravité des incivilités ne cessent d'augmenter. Les échanges ont également porté sur la place de l'élève et du professeur : l'enseignant est un « Maître », qui transmet le savoir et qui doit faire preuve d'autorité, l'enfant ou l'adolescent, quant à lui, est un « élève » qui vient à l'école pour apprendre, ce qui suppose que soient acceptées des règles communes. Après ces nombreux échanges, **Valérie Laupies** a exposé les choix politiques retenus par Le Front National concernant l'École. La soirée s'est terminée par un dîner-débat organisé par **Julien Léonardelli**, responsable FN 31, et **Marie Dombes**, responsable du canton de Muret, qui a réuni environ soixante-dix personnes. ●

Les habitants de sud Vaucluse ont répondu nombreux à l'invitation d'Alexandre Vallet, conseiller municipal FN de la ville de Pertuis. En effet, près d'une cinquantaine de personnes a fait le déplacement, le 23 octobre dernier, pour assister à la conférence du Collectif Racine. Au programme de cette soirée, trois intervenants. Valérie Laupies, vice-présidente du collectif Racine et directrice d'école dans les Bouches-du-Rhône a d'abord évoqué les problèmes de l'école primaire, ceux posés notamment par la réforme des rythmes scolaires, les méthodes d'apprentissage de la lecture ou encore la montée du communautarisme islamique. Philippe Pebay, professeur agrégé de mathématiques a ensuite abordé la question préoccupante de la baisse du niveau scolaire à travers l'étude des grandes enquêtes internationales. Enfin, Julien Langard, professeur certifié d'Histoire-Géographie et secrétaire départemental du Collectif Racine pour le Vaucluse a évoqué l'actualité de la réforme des collèges en expliquant ses fondements idéologiques, notamment à travers l'exemple des nouveaux programmes d'Histoire. Après 2h30 de débat et d'échanges la soirée s'est terminée autour d'un dîner patriotique réunissant les militants du canton de Pertuis. ●

Table ronde et dîner-débat du Collectif Racine de Haute-Garonne Seysses, 31 octobre 2015



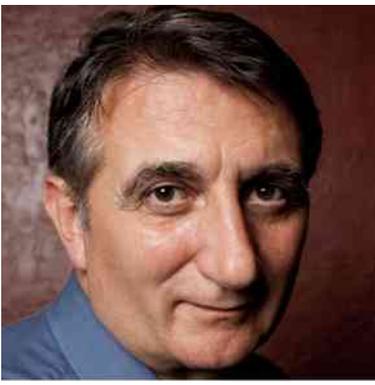
Aux côtés de Valérie Laupies et du FN 31, les enseignants patriotes participaient à une réunion publique du Collectif Racine de Haute-Garonne.

Réunion publique du Collectif Racine du Var Fréjus, 20 novembre 2015



Julie Lechanteux participait à une réunion publique du Collectif Racine du Var, organisée par Jean-Bernard Formé

La section départementale du Var tenait une réunion publique à Fréjus, le 20 novembre dernier, devant une cinquantaine de personnes, dont des parents d'élèves. **Julie Lechanteux**, adjointe à l'éducation de **David Rachline**, maire de Fréjus, a prononcé une allocution introductive. Puis, **Jean-Bernard Formé**, secrétaire départemental du Collectif Racine pour le Var, a présenté le collectif, avant d'aborder la question de la gestion des lycées par le conseil régional PACA sortant, et de présenter ses propositions pour redresser cette gestion. ●



Questions de Jean-Paul Brighelli à Florian Philippot sur l'Ecole de la République

Jean-Paul Brighelli, éditorialiste au Point.fr et spécialiste des questions d'éducation, interrogeait Florian Philippot au sujet de l'Ecole de la République.



Jean-Paul Brighelli : Réforme du lycée (Chatel) ou réforme du collège (Vallaud-Belkacem), quel regard portez-vous sur ces réformes qui se donnent pour prétexte le bien-être des élèves ?

Florian Philippot : Ces réformes, comme l'ensemble de celles menées depuis plus de trente ans, et tout particulièrement celles qui ont découlé de la loi Jospin de 1989 si l'on remonte un peu plus loin, vont à rebours du bien des élèves quand, en effet, elles prétendent souvent favoriser leur "bien-être". Elles ont pour dénominateur commun d'avoir provoqué une baisse constante du niveau d'exigence et des contenus enseignés. Or, ce n'est pas en plaçant l'élève "au centre du système", en prétendant lui "faire inventer ses propres savoirs" ou autres inepties pédagogistes, mais en lui dispensant un enseignement exigeant et en lui donnant le goût de l'effort que l'école doit lui permettre de trouver du sens et de s'épanouir.

140 000 élèves sortent chaque année du système scolaire au niveau troisième sans aucun diplôme, et en général sans compétences de lecture. Quelle réforme prioritaire pourrait, selon vous, éviter cette saignée ?

L'impératif est d'en finir avec le "collège unique". Sous prétexte de (faussement) "démocratiser le collège", on y a fait triompher la médiocrité et produit massivement de l'échec scolaire. Il faut donc réintroduire, dès le premier cycle du secondaire, un palier de sélection juste, permettant notamment, et sous condition d'une revalorisation effective de cette voie, l'apprentissage dès 14 ans. Cela suppose évidemment qu'en amont des chances égales soient données à tous : il faut réformer l'école primaire, de sorte que chaque enfant arrive au collège en maîtrisant les fondamentaux et, tout particulièrement, la lecture.

En matière d'école, êtes-vous plutôt jacobin ou girondin – les décisions doivent-elles être prises en haut ou laissées aux initiatives locales, communes, département, région ou même établissement ? En particulier, seriez-vous favorable à la sélection d'un seul système d'apprentissage de la lecture au niveau national ?

L'ensemble du système scolaire souffre d'un défaut de centralisation et de cohérence nationale, ce qui est particulièrement sensible au regard du peu de contrôle qui s'exerce relativement à des "expérimentations pédagogiques" plus ou moins hasardeuses. Notre pays a un besoin urgent d'un grand plan de redressement de son système scolaire, et non que des "initiatives locales" interfèrent avec une politique qui ne peut être conduite qu'au niveau national. C'est, du reste, une exigence républicaine que de garantir l'égalité de tous les élèves devant les enseignements dispensés, en matière d'apprentissage de la lecture comme en toute autre.

Quelles sont les priorités de l'école primaire ?

L'école primaire et, tout particulièrement, l'école élémentaire ont les justes désignations de leurs missions : elles doivent prioritairement transmettre aux enfants les éléments de toute instruction, c'est-à-dire les savoirs fondamentaux que constituent la lecture, l'écriture et le calcul. Chaque enfant doit sortir du primaire en maîtrisant ces fondamentaux. Cela exige, du point de vue des contenus, qu'ils cessent d'être revus à la baisse et que leur transmission ne soit plus différée, mais aussi une révision des méthodes d'enseignement : ce sont les méthodes éprouvées qui doivent être retenues et appliquées, la syllabique pour l'apprentissage de la lecture, par exemple. Un statut du directeur d'école doit enfin être créé.

Diverses polémiques sont nées des nouveaux programmes tels qu'ils ont été élaborés par le Conseil supérieur des programmes – en particulier en histoire. Quelles sont, à votre avis, les priorités dans l'enseignement de cette matière sensible pour laquelle les Français ont tant d'appétence – et pas forcément de compétences ?

L'enseignement de l'histoire et de la géographie a pour fonctions de permettre à l'élève de se situer dans le temps et l'espace, de lui rendre concrètes ses appartenances collectives, et même l'âme de la France, et participe grandement à sa formation en tant que citoyen. Or il n'y a de citoyenneté que dans le cadre de la nation. C'est pourquoi il est proprement inacceptable que des pans entiers de notre histoire nationale disparaissent des programmes d'histoire, ce qui est très choquant. Cela en dit long quant au degré de renoncement et de soumission de notre pays à l'égard d'instances supranationales non démocratiques. L'enseignement de l'histoire doit, au contraire, renouer avec le roman national, qui doit y occuper une place centrale. L'une des finalités de l'école est en effet de donner aux enfants de France des raisons d'être fiers de leur pays, et elle doit tout autant remplir une fonction assimilatrice, ce qui exige que tous les jeunes Français puissent se reconnaître dans une histoire commune, de la Gaule romaine à la République en passant par nos rois et l'empire.

Voir la suite sur www.lepoint.fr

Déjà la huitième Lettre trimestrielle du Collectif Racine !

Depuis août 2014, « La Lettre » s'est progressivement étoffée et huit numéros ont déjà paru. Chaque numéro présente un dossier principal : « Spécial histoire-géographie » (n°1), « Sur l'autorité du maître » (n°2), « Spécial formation professionnelle » (n°3), « Pour une école de la sélection juste » (n°4), « Spécial : l'Ecole face aux attentats islamistes » (n°5), « Spécial réforme Valls-Vallaud-Belkacem du collège » (n°6), « Spécial : 2 ans déjà ! » (n°7), « Des enseignants patriotes dans les exécutifs régionaux ? » (présent numéro).

L'adhésion (ou l'adhésion de soutien) au Collectif Racine comprend un abonnement à la Lettre (envoyée au format pdf). Au cas où vous souhaiteriez retrouver un ou plusieurs numéros, il est possible de les télécharger à partir de notre site internet www.collectifracine.fr ou d'en faire la demande à contact@collectifracine.fr. Depuis le numéro 7, « La Lettre » est également éditée au format papier : elle pourra vous être adressée par voie postale contre un montant de 4 euros, et pour autant que la demande nous en soit faite.



BULLETIN D'ADHESION



Coupon à retourner à :

Collectif Racine
78 Rue des Suisses
92000 NANTERRE

secretariat@collectifracine.fr

NOM _____

PRENOM _____

ADRESSE _____

CODE POSTAL _____ VILLE _____

TEL. _____ PORTABLE _____

MAIL _____ DATE DE NAISSANCE ____/____/____

> JE SUIS ENSEIGNANT

MATIERE(S) ENSEIGNE(E)S _____ DE NIVEAU(X) _____

TYPE D'ETABLISSEMENT _____

> AUTRE (PRÉCISER) _____

- Adhèsion Simple : 25 €
- Je suis adhèrènt à jour de cotisation du FN, du SIEL, du PEC et/ou du RBM : 20 €
- Je souhaite faire un don de (montant libre) : _____ €

Chèque à l'ordre de " Collectif Racine "

Signature :